



**IL POURSUIT SA RÉÉDUCATION
AU QATAR**
**BELLOUMI BIEN
PRIS EN CHARGE
À ASPETAR**

P.12



**SAISIE DE 965.000 COMPRIMÉS
PSYCHOTROPES**
**CINQ INDIVIDUS
PLACÉS EN DÉTENTION
PROVISOIRE**

P.5

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 1^{ER} DÉCEMBRE 2024 // N°958 // PRIX 20 DA

MANDATS D'ARRÊT À L'ENCONTRE DE BENJAMIN
NETANYAHU ET DE YOAV GALLANT

**LE CONSEIL NATIONAL
PALESTINIEN DÉNONCE
LA RÉACTION DE LA
FRANCE**

P.3



48^E CONFÉRENCE EUROPÉENNE DE
SOUTIEN ET DE SOLIDARITÉ AVEC LES
SAHRAOIS (EUCOCO)

**UNE NOUVELLE
VICTOIRE
DIPLOMATIQUE
POUR LA RASD**

P.4



L'OMS DÉCRIT UNE SITUATION «
CATASTROPHIQUE» À GHAZA

**ELLE ALERTE SUR
LES PÉNURIES**

P.16



IL APPORTE DE LA VALEUR AJOUTÉE DANS
LA CHAÎNE ALIMENTAIRE

**LE SECTEUR
AGRICOLE SE
RENFORCE**

P.7



ELLE PERD SES BASES MILITAIRES DANS PLUSIEURS PAYS

LA MORT LENTE DE LA FRANÇAIFRIQUE

Le Tchad met fin aux accords de coopération de sécurité et de défense avec la France. Le Gouvernement de la République du Tchad informe l'opinion nationale et internationale de sa décision de mettre fin à l'accord de coopération en matière de défense signé avec la République française. Le Sénégal a également exigé le retrait du dernier contingent militaire français stationné sur son sol.

Lire en page 3



LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION NATIONALE
DE PRÉPARATION DU CHAMPIONNAT NATIONAL
SCOLAIRE EN PARLE

RECRUTEMENT MASSIF DANS L'ÉDUCATION

Près de 16.000 enseignants d'éducation physique et sportive ont été recrutés au titre de l'année scolaire en cours afin d'encadrer plus de 5 millions d'élèves du cycle primaire à l'échelle nationale, et ce, dans le but de relancer le sport scolaire selon une nouvelle approche. Le sport scolaire est désormais le véritable vivier du sport de masse, avec pour objectif principal d'élargir la participation et la pratique.

P.2

LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION NATIONALE DE PRÉPARATION DU CHAMPIONNAT NATIONAL SCOLAIRE EN PARLE

Recrutement massif dans l'éducation

Près de 16.000 enseignants d'éducation physique et sportive ont été recrutés au titre de l'année scolaire en cours afin d'encadrer plus de 5 millions d'élèves du cycle primaire à l'échelle nationale, et ce, dans le but de relancer le sport scolaire selon une nouvelle approche. L'année sportive actuelle sera marquée par l'élaboration «d'un vrai plan de base pour le sport scolaire» et l'ouverture de nouvelles perspectives pour les jeunes.

Le président de la Commission nationale de préparation du championnat national scolaire des sports collectifs, Fawzi Tebboune, a annoncé, hier, à Oran, le recrutement de près de 16.000 enseignants d'éducation physique et sportive (EPS) devant encadrer plus de 5 millions d'élèves du cycle primaire à l'échelle nationale. Lors de son intervention à l'ouverture du Colloque technique national sur le sport scolaire, tenu dans la salle des conférences du complexe olympique Miloud-Hadefi d'Oran, le même responsable a souligné que «près de 16.000 enseignants d'éducation physique et sportive ont été recrutés au titre de l'année scolaire en cours afin d'encadrer plus de 5 millions d'élèves du cycle primaire à l'échelle nationale, et ce, dans le but de relancer le sport scolaire selon une nouvelle approche». Il a ajouté que «le sport scolaire est désormais le véritable vivier du sport de masse, avec pour objectif principal d'élargir la participation et la pratique», estimant que «le sport scolaire constitue le point de départ pour tous les champions algériens, y compris les internationaux». De son côté, le Directeur général du sport au ministère des Sports, Mustapha Hassani, a mis en avant la volonté de relancer le sport scolaire à travers le lancement du championnat national scolaire des sports collectifs, prévu le 7 janvier



prochain, qui, a-t-il dit, «figure parmi les projets et les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune». Dans une déclaration à l'APS, Dr. Hassani a rappelé que l'Algérie accueillera les premiers Jeux Africains Scolaires, prévus le 20 août prochain dans les wilayas d'Annaba, Skikda et Constantine, avec la participation de 3.500 à 5.000 athlètes. Le même responsable a également annoncé qu'un Colloque national sur le sport scolaire

sera organisé, début janvier, en marge du lancement du championnat national des sports collectifs, prévu le 7 du même mois, sous la supervision des ministres de l'Éducation nationale et des Sports, afin d'élaborer une stratégie pour le sport scolaire pour la période 2025-2028. Par ailleurs, le président de la Fédération algérienne des sports scolaires, Abdelhafid Izem, a souligné que l'année sportive actuelle sera marquée par l'élaboration «d'un vrai plan de base pour le sport sco-

laire» et l'ouverture de nouvelles perspectives pour les jeunes, considérant ce domaine comme un réservoir pour l'élite sportive nationale. Il a ajouté que «le lancement d'un championnat national scolaire des sports collectifs permettra de promouvoir l'éducation physique et sportive dans le système éducatif, notamment dans le cycle primaire, d'améliorer les performances des écoles algériennes et de découvrir de jeunes talents». En marge de cette rencontre, à laquelle ont

participé l'Inspecteur central d'éducation physique et sportive au ministère de l'Éducation nationale, Tijani Absa, ainsi que des secrétaires généraux et directeurs techniques des Ligues des wilayas des sports scolaires, quatre ateliers ont été organisés sur les thèmes suivants: «Les ligues et l'organisation administrative», «L'organisation sportive», «Les moyens et les équipements», et «L'organisation du championnat national».

R.N

POUR AMÉLIORER
LE RENDEMENT
DU SECTEUR

Le nouveau ministre de l'Éducation se dit ouvert au dialogue

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui a insisté, hier, sur la nécessité d'adopter le dialogue et l'action participative pour améliorer le rendement du secteur et réaliser le développement escompté. Lors d'une rencontre de prise de contact avec des responsables d'organisations syndi-

cales agréées auprès du secteur, le ministre a souligné que «le développement du secteur et la réalisation des objectifs escomptés impliquent d'adopter le dialogue et l'action participative, afin de remédier aux insuffisances, s'il y en a, et de renforcer les points forts». Après avoir souligné que «les portes du ministère sont ouvertes» devant le partenaire social pour contribuer au développement du secteur, il a annoncé «la mise en place d'un programme périodique de contact avec les syndicats pour assurer une coordination continue concernant les questions intéressant le secteur, d'autant que la protection juridique du droit syndical est garantie». Le ministre a saisi l'occasion pour souhaiter «succès et réussite» aux élèves qui s'apprentent à passer, à partir de mardi prochain, les examens du premier trimestre au titre de l'année scolaire en cours.

PRÉSIDIÉE PAR L'ALGÉRIE

L'Académie arabe d'allergologie et immunologie clinique voit le jour

Le professeur Reda Djidjik, président de l'Académie algérienne d'allergologie et d'immunologie clinique (AAAIC), a annoncé la création de l'Académie arabe d'allergologie et d'immunologie clinique. L'Algérie assurera la présidence de cette nouvelle académie pendant les deux prochaines années. Lors de l'ouverture du 8e Congrès national de l'AAAIC, en pré-

sence de spécialistes nationaux et étrangers, le professeur Djidjik a révélé que «le premier congrès de l'Académie arabe d'allergologie et d'immunologie clinique se déroulera en Algérie en septembre 2025». Cet événement sera l'occasion de partager des connaissances et des expériences dans ces domaines de compétence. Le 8e Congrès national de l'AAAIC, ayant pour thème «L'allergie au fil des temps, l'immunologie à travers les âges», a également reçu l'hommage de Pr Elias Rahal, directeur général des structures hospitalières au ministère de la Santé. Ce dernier a souligné l'importance de cette rencontre, qualifiée d'«espace d'échange entre experts en allergologie et immunologie venus des quatre coins du monde». Les débats au cours de ce congrès ont couvert plusieurs sujets, notamment les nouvelles avancées thérapeutiques et médicamenteuses dans les domaines des allergies et de l'immunité. Y.B/APS

Le CSJ honore les étudiants mauritaniens à Alger

Le CSJ honore les étudiants mauritaniens à Alger, à l'occasion du 64e anniversaire de l'indépendance de la Mauritanie. Le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) a organisé, vendredi à Alger, une réception en l'honneur des étudiants mauritaniens poursuivant leurs études en Algérie. Cet événement a été marqué par la présence du ministre de la Jeunesse, Mustapha Hidaoui, ainsi que du représentant de l'ambassadeur de la République isla-

mique de Mauritanie, Mohamed Mustapha Chouaib, et de membres de l'Union des étudiants et stagiaires mauritaniens en Algérie. Dans son discours, Hidaoui a souligné l'importance symbolique du mois de novembre pour les peuples algérien et mauritanien, rendant hommage aux martyrs des deux nations qui ont sacrifié leur vie pour la liberté et l'indépendance. Il a également mis en avant la coopération et la fraternité entre les

jeunes des deux pays, affirmant que l'unité se renforce de jour en jour, tout en rappelant les valeurs communes qui les unissent et les efforts des dirigeants pour consolider les relations bilatérales. Hidaoui a également évoqué la diplomatie de la jeunesse, mise en avant par le CSJ avec les jeunes du continent africain, y compris la jeunesse mauritanienne. Il a exprimé sa conviction que cette diplomatie sera renforcée, notamment après

le succès du Forum de la jeunesse africaine qui s'est tenu début novembre. De son côté, le représentant de l'ambassadeur mauritanien a souligné que le mois de novembre est un symbole de liberté, rappelant que le peuple algérien a récemment célébré sa glorieuse Révolution le 1er novembre, suivi par la célébration du 64e anniversaire de l'indépendance de la Mauritanie le 28 novembre.

ELLE PERD SES BASES MILITAIRES DANS PLUSIEURS PAYS

La mort lente de la Françafrique

En l'espace de deux ans, l'armée française a été contrainte de quitter la Centrafrique et les pays de la bande sahélo-saharienne dans lesquels était ancrée l'opération Barkhane. Mali, Burkina Faso et enfin Niger : entre l'été 2022 et le mois de décembre 2023, la France a été délogée des pays du Sahel au sein desquels elle était installée depuis 2014 dans le cadre de l'opération Barkhan



Le Tchad met fin aux accords de coopération de sécurité et de défense avec la France, a annoncé jeudi le ministre des Affaires étrangères tchadien. Le Gouvernement de la République du Tchad informe l'opinion nationale et internationale de sa décision de mettre fin à l'accord de coopération en matière de défense signé avec la République française», a déclaré Abderaman Koullamallah dans un communiqué publié sur la page Facebook officielle du ministère. Le Sénégal a également exigé le retrait du dernier contingent militaire français stationné sur son sol. En l'espace de deux ans, l'armée française a été contrainte de quitter la Centrafrique et les pays de la bande sahélo-saharienne dans lesquels était ancrée l'opération Barkhane. Mali, Burkina Faso et enfin Niger : entre l'été 2022 et le mois de décembre 2023, la France a été délogée des pays du Sahel

au sein desquels elle était installée depuis 2014 dans le cadre de l'opération Barkhane.

Déjà en fin d'année 2022, peu de temps après le départ des forces françaises du sol malien, les derniers militaires français déployés en République centrafricaine avaient décollé de l'aéroport de Bangui, poussés par les miliciens de Wagner qui s'étaient imposés dans le pays. La réaction

quasi-révolutive à l'égard de la France, dans les pays où elle a été appelée à retirer ses troupes, ne se résume pas à un simple caprice des régimes en place, souvent issus de coups d'État, comme le soulignent fréquemment les médias français, mais elle incarne plutôt un phénomène plus profond. Pour une large part de la population, la France ne lutte pas contre le terrorisme, mais exploite plutôt les

ressources naturelles de la région, telles que l'uranium, le pétrole et le gaz. Cette perception a été renforcée par des pratiques comme celles d'Orano, anciennement Areva, qui a longtemps dominé l'exploitation de l'uranium au Niger, consolidant l'idée d'une France plus intéressée par l'extraction des richesses locales que par la sécurité des peuples sahéliens.

Y.B.

L'Algérie et l'Inde veulent renforcer leur coopération

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, M. Ahmed Attaf, s'est entretenu hier au téléphone avec son homologue indien, M. Subrahmanyam Jaishankar, indique un communiqué du ministère.

Les deux diplomates ont exprimé, à cette occasion, la satisfaction des deux pays suite à la réussite de la visite d'État, effectuée en Algérie au mois d'octobre dernier par la présidente de l'Inde Mme. Droupadi Murmu, tout en assurant que cette visite a apporté un nouveau souffle aux relations entre les deux pays.

Dans cette optique, les deux diplomates se sont accordés à suivre la mise en œuvre des décisions prises par les deux Chefs d'États notamment celle relative à la tenue de la réunion ministérielle mixte à New Delhi au cours du premier trimestre de l'année prochaine. D'autre part, les deux ministres ont souligné l'importance du renforcement de la coordination, de la coopération et des consultations politiques entre les deux pays, et ce, vu les nombreux défis imposés par le contexte international actuel.

LE NOUVEAU MINISTRE DE LA JUSTICE L'ÉVOQUE

L'engagement de l'Algérie pour la cause palestinienne

Le ministre de la Justice, Lotfi Boudjemaa a mis en avant l'engagement de l'Algérie pour la cause palestinienne, lors de sa participation à la 40e session du Conseil des ministres arabes de la Justice. Il a souligné les efforts déployés par l'Algérie, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur de la cause palestinienne au sein des instances onusiennes. Dans son discours, Lotfi Boudjemaa a salué l'engagement de l'Algérie au Conseil de sécurité et à la Ligue arabe, tout en exprimant la volonté du pays de collaborer avec les autres nations arabes sur cette question cruciale. En marge de la session, il a également rencontré plusieurs de ses homologues arabes, dont Adnane Fangari (Égypte), Khaled Shwani (Irak), Ahmad Al-Sayyid (Syrie), Abdullah bin Mohammed bin Said Al Saidi (Oman) et Sharhabeel Al-Zaeem (Palestine), pour discuter de la coopération régionale.

Zitouni au Sommet du partenariat 2024

Tayeb Zitouni prendra part aux travaux du 29e Sommet du partenariat 2024, qui se tiendra les 2 et 3 décembre prochain à New Delhi (Inde). « Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, entamera aujourd'hui une visite en République de l'Inde pour prendre part à la 29e édition du Sommet du partenariat 2024, prévue les 2 et 3 décembre à New Delhi (Inde) », indique samedi un communiqué du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national. Organisé par la Confédération indienne de l'industrie (Confederation of Indian Industry - CII), en collaboration avec le Département de la promotion de l'industrie et du commerce intérieur (DPIIT) relevant du ministère indien du Commerce et de l'Industrie, le sommet constitue une plateforme de premier plan pour l'échange d'expertises, notamment en matière de coopération et d'investissement, précise la même source.

MANDATS D'ARRÊT À L'ENCONTRE BENJAMIN NETANYAHU ET DE YOAV GALLANT

Le Conseil national palestinien dénonce la réaction de la France.

Boualem B.

« Les tentatives de certains pays d'accorder l'immunité diplomatique aux criminels de guerre, à la suite de la décision de la Cour pénale internationale, représentent le summum du racisme. C'est un soutien à un régime raciste comme l'histoire n'en a jamais connu et un encouragement à l'occupation pour qu'elle puisse continuer son embargo et ses crimes », a déclaré ce samedi, dans un communiqué, le Conseil national palestinien (CNP). En effet, la France pour ne pas être éjectée notamment du dossier libanais, est allée à rebours de la majorité des pays européens qui ont déclaré leur pleine coopération avec la CPI. Dans un discours au Par-

lement, le Premier ministre français Michel Barnier a déclaré, en commentant le mandat d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, que le Statut de Rome stipule qu'aucune mesure ne puisse être prise en contradiction avec les obligations découlant du droit international concernant l'immunité des États qui ne sont membres de la CPI. Et comme Israël ne fait pas partie de la CPI, donc l'immunité s'applique à Netanyahu et aux autres responsables israéliens concernés. Abondant dans le même sens que Michel Barnier, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a déclaré dans une interview à la radio que « son pays, comme à son habitude, appliquera le droit international, mais le statut

de la Cour aborde des questions liées à l'immunité de certains dirigeants », en ajoutant que c'est à l'autorité judiciaire de prendre la décision dans Netanyahu et de son complice. La légèreté des deux responsables français montre qu'ils ne savent plus sur quel pied danser. Comment invoquer une quelconque immunité pour les responsables israéliens alors que les crimes dont ils sont accusés sont commis en Palestine, un pays élevé officiellement au statut de membre de la CPI ? La Russie n'est pas un état membre de la CPI, pourquoi la France n'a pas alors invoqué l'immunité pour le cas de Vladimir Poutine ? Le double standard de la France face au racisme, aux crimes de guerre, aux atteintes aux droits de l'homme...etc, est

de plus en plus manifeste. Lorsqu'on s'attaque à l'islam, au prophète de l'islam, aux musulmans, la France brandit illico l'argument de la liberté d'expression, mais quand on s'attaque au sionisme, aux dérives des ultras juifs, elle crie à l'antisémitisme, à la haine raciale ! Drôle de niveau politique qui donne une piètre image de la France. Le prétexte de l'immunité invoqué par la France pour les cas du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et de l'ancien ministre israélien de la Défense Yoav Gallant relève de l'hypocrisie et de l'infantilisme politiques ! Le président du Conseil national palestinien, Rawhi Fattouh a raison de considérer cette position comme « le comble du racisme ».

B. B.

48E CONFÉRENCE EUROPÉENNE DE SOUTIEN ET DE SOLIDARITÉ AVEC LES SAHRAOUI (EUCOCO)

Une nouvelle victoire diplomatique pour la RASD

Une nouvelle victoire diplomatique pour la RASD lors de la 48e conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO) dont les travaux ont pris fin hier.

La 48e conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO) s'est déroulée en présence de mouvements de solidarité européens et de délégations de différents pays, ainsi que de près de 300 personnalités politiques et médiatiques et du monde de l'art et de la culture. Cette édition a prévu plusieurs ateliers visant à promouvoir la place de l'État sahraoui, à défendre les droits et les ressources du peuple sahraoui, et à poursuivre l'occupant marocain pour ses crimes contre le peuple sahraoui dans les villes occupées du Sahara occidental. Les participants se sont penchés sur les principaux défis auxquels la cause sahraouie est confrontée, notamment après que certains pays, la France en particulier, ont « franchi toutes les lignes rouges en adoptant l'approche de l'occupant et en faisant la promotion au sein de l'Union européenne (UE) », a déclaré à l'APS le représentant du Front Polisario en Suisse et auprès de l'ONU et des organisa-

tions internationales à Genève, Oubi Bouchraya Bachir. Les participants ont abordé la question du blackout médiatique exercé par l'occupant marocain pour entraver le processus de décolonisation au Sahara occidental en s'appuyant, à travers la corruption, sur des lobbies qui ont de l'influence sur les médias internationaux pour faire taire la voix des Sahraouis. Dans son allocution d'ouverture, le représentant du Front Polisario au Portugal, Mih Omar, a salué l'engagement et les efforts du mouvement de solidarité portugais pour l'organisation de cette 48e EUCOCO, soulignant l'importance de la tenue de cette conférence au Portugal, d'autant plus qu'elle coïncide avec le 50e anniversaire de la Révolution des Œillets, symbole de liberté et de justice dans l'histoire du Portugal. Le diplomate sahraoui a loué la bonne initiative des amis du peuple sahraoui, en choisissant le Portugal comme lieu pour abriter cet événement, ajoutant que c'est la première fois qu'une activité de cette



envergure se déroule dans ce pays, ce qui, selon lui, renforce les liens de solidarité internationale avec la cause sahraouie et le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. D'ailleurs, près d'une cinquantaine de personnalités portugaises dont des diplomates, des académiciens, des artistes et des personnalités publiques, ont signé, jeudi à Lisbonne, une déclaration de soutien au droit du peuple du Sahara occidental à l'organisation d'un référendum d'autodétermination, sous l'égide des

Nations unies. Rappelant le processus historique de la cause sahraouie, la déclaration affirme que depuis les années 1970, « les différentes déclarations internationales juridiques s'accordent sur le fait que le Sahara occidental est un territoire distinct et séparé du Maroc, en attente de décolonisation, et sur le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination ». Les signataires du document ont dit s'être inspirés de l'expérience de lutte menée par le peuple sahraoui et son repré-

sentant légitime, le Front Polisario, contre l'occupation marocaine durant les 5 dernières décennies, dénonçant les répercussions désastreuses de cette occupation, notamment les violations systématiques des droits de l'Homme, le pillage des ressources naturelles, la séparation des familles, ainsi que les conditions de vie difficiles dans les camps de réfugiés. En conclusion, la déclaration exprime la revendication du mouvement de solidarité avec le peuple du Sahara occidental pour la justice dans les relations internationales, afin d'assurer la paix et le développement, soulignant que la décolonisation prendra fin avec l'organisation d'un référendum d'autodétermination libre et transparent, sous l'égide de l'ONU. Parmi les signataires du document, figurent Alvaro Borralho, sociologue et enseignant universitaire, Ana Binavinti, enseignante universitaire retraitée, Ana Dragoo, chercheuse, Ana Fernandez (Kabikoua), artiste, Ana Gomes, ambassadrice à la retraite, ancien membre du Parlement européen, Antonio Garcia Pereira, ainsi que Helena Rozeta, architecte à la retraite.

Y.B.

MESSAGE DE SALAH GOUDJIL À LA 48E CONFÉRENCE DE L'EUCOCO À LISBONNE :

«Jusqu'à la décolonisation du Sahara Occidental»

Les travaux de la 48e conférence de la Coordination européenne pour le soutien et la solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO), se sont poursuivis hier à Lisbonne (Portugal). Au premier jour de la conférence, M. Salah Goudjil, président du Conseil de la nation, a adressé un discours à la conférence, prononcé en son nom par M. Mohamed Redha Oussahla, vice-président, chargé du suivi des activités extérieures. M. Goudjil y a expliqué que cette rencontre parlementaire dans le cadre de la Coordination européenne reflète la prise de conscience des parlementaires de leurs responsabilités et de l'importance de leur rôle dans le processus de décolonisation en Afrique. Il a en outre rappelé que la communauté internationale reconnaît, publiquement ou secrètement, que la question sahraouie est une affaire de décolonisation, à l'exception du Maroc qui persiste dans son illusion

d'une prétendue «intégrité territoriale», s'appuyant sur le soutien de puissances coloniales exploitant les droits et les sacrifices des Sahraouis, en échange d'accords commerciaux douteux spoliant des ressources appartenant à un territoire qu'il occupe illégalement. Il a salué les récentes victoires obtenues grâce aux efforts des militants de la cause sahraouie, dont la Coordination européenne, après la décision de la Cour de justice européenne (CJUE) déclarant nuls et non avenue les accords entre l'Union européenne et le Maroc. Cela constitue une victoire juridique importante venant d'Europe, confirmant la légitimité de la cause sahraouie et reconnaissant que la présence marocaine dans cette région est une forme de colonialisme. Il a également fait remarquer que cette décision s'ajoute à celle de la Cour internationale de justice de La Haye, qui avait établi

l'absence de lien historique ou géographique entre le Sahara occidental et le Maroc. Ces jugements internationaux mettent en évidence que la poursuite du colonialisme dans cette région est une atteinte à la justice internationale, plaçant à nouveau le Conseil de sécurité de l'ONU face à ses responsabilités. M. Goudjil a affirmé que l'Algérie, à travers son mandat de membre non permanent du Conseil de sécurité, sous la direction du président Abdelmadjid Tebboune, poursuit ses efforts en faveur de la décolonisation, tout en priorisant les questions africaines, notamment celle du Sahara occidental. Il a également salué le choix du Portugal pour accueillir ce séminaire, coïncidant avec le 50e anniversaire de la Révolution des Œillets, ayant conduit à l'indépendance de nombreuses nations africaines, qui étaient sous le joug du colonialisme portugais. Il a rappelé le soutien de l'Al-

gérie à cette Révolution, soulignant que le colonialisme est intrinsèquement lié à la corruption, à la dictature et à l'oppression des peuples. Le président du Conseil de la nation a réitéré l'engagement constant de l'Algérie à soutenir les peuples opprimés, en conformité avec les principes de sa glorieuse Révolution, et a rappelé la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien. Il a dénoncé les crimes commis par l'occupation sioniste et affirmé que les causes palestinienne et sahraouie demeurent des cas de conscience pour la conscience mondiale. M. Goudjil a réaffirmé que l'Algérie triomphante, sous la direction du président Abdelmadjid Tebboune, continuera à soutenir la lutte du peuple sahraoui, représenté par son unique représentant légitime, le Front Polisario, jusqu'à la satisfaction de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

R.N.

LE RND RÉAGIT À LA CAMPAGNE MÉDIATIQUE FRANÇAISE :

«L'ère du tutorat est révolue»

Le Secrétaire général du parti du Rassemblement national démocratique (RND), Mustapha Yahi, condamne vivement la campagne médiatique française contre l'Algérie. Dans une intervention lors d'un séminaire intitulé « Les dessous de la politique française à l'égard de l'Algérie », Mustapha Yahi s'est dit étonné de la campagne médiatique française visant l'Algérie, menée par des personnalités politiques extrémistes et des médias français animés par des lobbies connus pour leur hostilité historique à l'Algérie, à l'instar des lobbies d'extrême droite, sioniste et makhzénis-

te. Mustapha Yahi a indiqué que cette campagne, sous couvert de la défense de la liberté d'opinion et des droits des écrivains, vise en réalité à porter atteinte à la souveraineté et à l'unité nationale de l'Algérie. Et de poursuivre : « cette campagne est une tentative désespérée qui ne fonctionnera pas avec un pays basé sur des institutions légales et constitutionnelles qui garantissent les droits et les libertés. L'Algérie ne se soumettra à aucun diktat étranger visant son unité nationale et sa sécurité nationale ». Le premier responsable du RND a ajouté que « l'ère du tutorat est révo-

lue » et que « les récentes attaques médiatiques ont révélé l'implication officielle du gouvernement français, à travers les déclarations de certaines de ses personnalités qui alimentent cette campagne hostile ». Mustapha Yahi a qualifié certains « écrivains » impliqués dans cette campagne de « plumes à gages », rappelant que leurs déclarations « portant atteinte à l'intégrité territoriale de l'Algérie sont punies par la loi », appelant les autorités judiciaires à prendre des mesures dissuasives à l'encontre de tous ceux qui tentent de porter atteinte aux constantes de la nation

algérienne. Il a ainsi exhorté toutes les forces politiques, les organisations de la société civile et les médias à faire face aux tentatives visant à ternir l'image de l'Algérie à l'étranger, soulignant l'importance de rester unis pour protéger les intérêts nationaux. Mustapha Yahi soutient que la politique française à l'égard de l'Algérie reflète « son malaise dû à son refus d'admettre la politique d'indépendance menée par l'Algérie sous la direction du Président Tebboune, basée sur le principe de la neutralité et des intérêts communs ».

R.N.

Saisie de 965.000 comprimés psychotropes : 5 individus placés en détention provisoire



Cinq individus ont été placés en détention provisoire suite à la saisie de plus de 965.000 comprimés psychotropes à Ouled Fayet (Alger), a indiqué, jeudi, un communiqué du parquet de la République près le tribunal de Sidi M'Hamed. "En application de l'article 11 du Code de procédure pénale, le parquet de la République près le tribunal de Sidi M'Hamed à compétence territoriale étendue, porte à la connaissance de l'opinion publique que dans le cadre de la lutte contre les crimes de drogues et de blanchiment de leurs revenus criminels et après sa notification par le parquet de la République près tribunal de Chéraga, le pôle pénal spécialisé a traité une affaire relative à la saisie au niveau de la ville d'Ouled Fayet, d'une quantité de substances psychotropes, estimée à plus de 965.000 comprimés de type Prégabaline", selon la même source. Il a été également procédé à la saisie de

"5 véhicules, de plus de 3 milliards de centimes, de montants d'argent en devise, ainsi que de faux billets", précise le communiqué. "L'enquête préliminaire a permis l'arrestation de cinq suspects qui ont été présentés devant le parquet de la République, le 28 novembre 2024", ajoute la même source.

Une enquête judiciaire a été ouverte à leur encontre pour les délits de détention et d'achat pour la vente, le stockage, la distribution et le transport de produits psychotropes dans le cadre d'un groupe criminel organisé, d'importation illicite de produits psychotropes, de falsification de monnaie ayant cours légal dans le territoire national, ainsi que pour délit de blanchiment d'argent dans le cadre d'un groupe criminel organisé". "Après avoir été soumis à un interrogatoire par le juge d'instruction, les cinq mis en cause ont été placés en détention provisoire", a conclu le communiqué.

Le prix de l'or augmente en Algérie

Le prix de l'or a augmenté en Algérie, malgré la baisse de son prix au niveau mondial au début de la séance de bourse de jeudi.

Les prix mondiaux de l'or ont recommencé à baisser au cours de la séance de jeudi, après avoir augmenté tout au long de la semaine passée. Alors que les marchés attendent de nouvelles données économiques aux États-Unis pour déterminer l'évolution attendue du taux d'intérêt américain. Le prix d'un gramme d'or 24 carats en Algérie a atteint un niveau record de 11 000,32 dinars algériens, soit l'équivalent de 85 dollars américains, lors des transactions de jeudi 28 novembre 2024, contre 11 000,29 dinars

algériens à la fin des transactions de mercredi. Pour vendredi, le cours de l'or était particulièrement intéressant, avec des valeurs remarquables pour les investisseurs. Le prix d'une once d'or est de 2 523,43 EUR en euros et de 2 664,19 USD en dollars. Ces chiffres mettent en lumière la tendance du marché de l'or, qui reste un actif refuge prisé en période d'incertitude économique. En effet, le prix d'un gramme d'or s'élève à 81,14 EUR en euros et à 85,67 USD en dollars. Ce prix est largement utilisé pour les transactions de bijoux ou d'autres formes d'or, permettant une flexibilité pour les investisseurs et les acheteurs de bijoux.

La 3e édition du salon Sinaa Expo du 3 au 5 décembre à Alger

La 3e édition du Salon international de l'industrie "Sinaa Expo", ainsi que la 6e édition du salon Secura North Africa, se tiendront du 3 au 5 décembre au Palais des expositions d'Alger, ont indiqué les organisateurs dans un communiqué. Le salon Sinaa Expo, dédié à l'industrie et au renforcement des capacités de fabrication, sera marqué par la participation de plus de 150 exposants nationaux et internationaux venus de Turquie, de Chine et d'Italie, selon le communiqué. Ils représentent l'ensemble des filières du secteur telles que la sidérurgie, l'industrie textile, la maintenance industrielle, la logistique, les équipements industriels et les outils de production. Des rencontres B2B seront organisées, dans le cadre de ce salon qui réunira 8.000 visiteurs professionnels



et prévoit un programme de 20 conférences dans différentes thématiques. Quant au salon Secura North Africa, dédié aux technologies et solutions dans le domaine de la sécurité, il verra la participation de 70 entreprises nationales et internatio-

nales représentant l'Italie, la Chine et le Royaume-Uni. Cet événement regroupe les professionnels de la sécurité des personnes, des biens et des infrastructures en Algérie et en Afrique du Nord, selon le communiqué.

Opep+ : la prochaine réunion ministérielle reportée au 5 décembre

La réunion ministérielle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et de leurs alliés (Opep+), initialement prévue dimanche, a été reportée à jeudi prochain, a annoncé l'Organisation dans un communiqué.

"La 57e réunion du comité ministérielle conjoint de surveillance (JMMC) et la 38e réunion ministérielle Opep et non-Opep, initialement prévues pour le 1er décembre 2024, ont été reprogrammées

pour le jeudi 5 décembre 2024, car plusieurs ministres participeront au 45e sommet du Golfe à Koweït City", lit-on dans le communiqué publié jeudi sur le site-web de l'Organisation. Les ministres de l'Opep+ devraient examiner, lors de leur réunion, la situation du marché pétrolier international et ses perspectives d'évolution à court terme, afin de décider de la stratégie pour les mois à venir.

Bourse d'Alger: Baisse de l'activité en octobre

L'activité du parquet de la bourse d'Alger pour le mois d'octobre a enregistré une baisse par rapport au mois de septembre. En effet, le montant global des transactions s'est inscrit à 103 944 750 DZD, soit une baisse de l'ordre de -22,83% par rapport au mois de septembre, où il a été observé une valeur transigée globale de 134 697 903 DZD. En ce qui concerne le volume transigé global, il est passé de 59 585 actions en mois de septembre, à 49 416 actions en mois d'octobre, soit une baisse de l'ordre de -17,07%. Pour rap-

pel, l'activité du parquet de la bourse d'Alger pour le mois d'Août avait enregistré une baisse par rapport au mois de Juillet. En effet, le montant global des transactions s'est inscrit 186 276 636 DZD, soit une baisse de l'ordre de 57,81% par rapport au mois de Juillet, où il a été observé une valeur transigée globale de 441 599 430 DZD. En ce qui concerne le volume transigé global, il est passé de 193 962 actions en mois de Juillet, à 81 000 actions en mois de juillet, soit une baisse de l'ordre de 58,23%.

Algérie Télécom : Retour du service de paiement électronique

Algérie Télécom a annoncé, vendredi, le retour du service aux plateformes de paiement électronique.

Selon un communiqué d'Algérie Télécom, cette dernière a achevé le processus de maintenance de ces plateformes. Algérie Télécom avait annoncé, jeudi, dans un communiqué, le lancement d'un processus de maintenance sur les plateformes de paiement

électronique, à partir de jeudi soir, à partir de 23 heures, jusqu'à vendredi dix heures du matin.

Le paiement électronique proposé par Algérie Télécom permet de régler vos factures et de recharger vos abonnements Internet de manière simple et rapide. Finies les files d'attente et les déplacements, toutes les opérations peuvent désormais être réali-

sées en quelques clics, à tout moment et de n'importe où. Algérie Télécom offre plusieurs méthodes pour effectuer les paiements électroniques : Site Web officiel : Un espace dédié pour gérer et payer vos abonnements en ligne. Espace Client : Une interface utilisateur pour les abonnés permettant de suivre et de payer leurs factures. Applications Mobiles : My Idoom,

Baridimob et Wimpay sont des applications conviviales pour faciliter les paiements. Cartes Bancaires : Les cartes « Gold » et les cartes bancaires CIB sont acceptées pour les transactions sécurisées. En plus de la commodité, Algérie Télécom récompense ses clients pour l'utilisation du paiement électronique en offrant des bonus et des cadeaux attractifs.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse
Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/Fax administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

RABAH YUCEF RABAH

DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION
ET DES FINANCES
NOURDINE BRAHMI

Redaction@l'expressquotidien.dz
www.l'expressquotidien.dz

TEL/fax: 023.70.99.92

Service-pub@l'expressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité»

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

MODERNISATION DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Lancement de la première phase du SIGB

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé le lancement de la première phase de déploiement du Système Intégré de Gestion Budgétaire (SIGB, qui s'inscrit dans le cadre du processus de l'amélioration et de la modernisation de la gestion des finances publiques.

Une réunion stratégique pour marquer le lancement de la première phase de déploiement de ce système a été présidée jeudi par le premier responsable du secteur des Finances, M. Faïd, au siège de son département ministériel, selon un communiqué du ministère. Ce projet vise à moderniser la gestion des finances publiques, avec l'intégration du SIGB dans une première étape dans quatre régies clés du ministère. Il s'agit de la Direction générale des Douanes (DGD), la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité (DGTC), la Direction Générale du Budget (DGB) et La Direction



générale des Impôts (DGI). Les équipes du ministère, appuyées par l'équipe du Projet d'appui à la gestion des finances publiques et à la mobilisation des ressources domestiques en Algérie (Pagfal), ont présenté l'architecture technique de ce système. Celle-ci est "structurée autour d'une infrastructure avancée avec des serveurs certifiés, assurant des performances optimales et une sécurité renforcée pour les données

financières". Aussi, une démonstration réelle du système, et ses différentes fonctionnalités a été effectuée, illustrant son efficacité et sa précision dans l'exécution des transactions financières. Le périmètre fonctionnel couvre les opérations de recettes (fiscales, douanières et domaniales) et de dépenses, intégrant toutes les phases d'exécution budgétaire : engagement, service fait, liquidation, mandatement et paie-

ment. "Le SIGB, pivot dans la modernisation des finances publiques, constitue une réponse aux objectifs de renforcement de la discipline budgétaire, d'optimisation de l'utilisation des ressources publiques, d'amélioration de la transparence et d'efficacité des services publics, ainsi que celui de l'amélioration du climat des affaires", souligne le ministère. Il permettra, également, une meilleure gestion des budgets publics,

basée sur les droits constatés, une sécurisation des données financières face aux menaces de plus en plus sophistiquées et enfin une intégration transparente entre les systèmes d'information, facilitant l'exécution des recettes et des dépenses publiques, ajoute la même source. Les responsables du projet ont fait savoir que le déploiement progressif du SIGB s'étendra, dans une prochaine étape, aux autres structures et régies du ministère des Finances. Quant à la deuxième phase de ce même système, elle portera sur son extension à plusieurs ministères : Education nationale, Enseignement supérieur, Agriculture et Travaux Publics. Enfin, la troisième phase consiste à la généralisation complète à l'ensemble des administrations publiques, et ce, à l'horizon 2027.

Le communiqué rappelle que cette action réaffirme l'engagement du ministère des Finances à "moderniser les processus de gestion budgétaire et comptable, en renforçant l'efficacité, la transparence et la performance des finances publiques".

L.F./APS

SUKUK SOUVERAINS

Un outil de diversification des sources de financement

Les Sukuk souverains, introduits dans la Loi de finance 2025, sont un nouvel outil permettant de diversifier les sources de financement des projets d'infrastructures et de réduire la pression sur le Trésor public. Cette nouvelle législation permet au Trésor public d'émettre des Sukuk sur la Bourse d'Alger, réduisant ainsi la dépendance aux méthodes de financement traditionnelles et attirant de nouveaux investissements.

Les Sukuk, instruments financiers islamiques, reposent sur la copropriété des investisseurs dans les bénéfices des actifs, contrairement aux obligations conventionnelles qui impliquent le paiement d'intérêts. Selon Yazid Benmouhoub, directeur général de la Société de gestion de la Bourse des valeurs (SGBV), ces Sukuk constitueront un outil essentiel pour financer les investissements publics, augmentant ainsi la valeur et le volume des échanges sur le marché des valeurs mobilières.

Le nouveau cadre réglementaire, approuvé par la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob), permettra également aux banques islamiques et aux institutions financières de tirer parti de ces nouveaux

instruments. Sofiane Mazari, président de la commission de la finance islamique au sein de l'ABEF, souligne que l'émission de Sukuk souverains est une étape cruciale pour soutenir les grands projets nationaux et renforcer le financement islamique en Algérie.

Les Sukuk souverains ne se contentent pas d'alléger la pression sur le Trésor public ; ils renforcent également l'industrie bancaire islamique, un secteur en pleine expansion en Algérie, avec une taille de marché estimée à plus de 800

milliards DA moins coûteux pour l'État, car les rendements dépendent de la rentabilité des projets titrisés. Cela signifie que si un projet rencontre des retards, le Trésor public n'est pas contraint de verser des rendements, contrairement aux obligations conventionnelles.

Le ministère des Finances a lancé un appel d'offres international pour établir un cadre législatif et réglementaire pour l'émission de Sukuk souverains, avec le soutien de la Banque islamique de développement. Cette initiative vise à mobili-

ser des financements pour des projets d'infrastructures essentiels, tout en garantissant la conformité avec les principes de la charia islamique.

A retenir que l'introduction des Sukuk souverains dans la Loi de finances 2025 marque un tournant dans la stratégie de financement des infrastructures en Algérie, ouvrant la voie à une plus grande inclusion financière et à une diversification des sources de financement, tout en préservant la souveraineté économique du pays.

Tosyali Algérie autorisé à lever 15 milliards DA

Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) a accordé son visa à «Tosyali Iron Steel Industry Algérie SPA» pour un emprunt obligataire d'un montant initial de 15 milliards DA, pouvant être porté jusqu'à 20 mds DA ; et d'une maturité de 5 ans. «La Cosob a donné son accord à la notice d'information présentée par Tosyali Algérie, pour l'émission de cet emprunt destiné aux investisseurs professionnels lors de la souscription initiale», a-t-elle indiqué dans un communi-

qué. L'opération porte sur l'émission de 1,5 million à 2 millions d'obligations ordinaires d'une valeur nominale de 10.000 DA par obligation. Ces obligations seront négociées sur le compartiment Premium des titres de créance de la Bourse des valeurs mobilières, précise la même source.

Cet emprunt obligataire a une maturité de 5 ans avec un coupon annuel fixe de 5,65%. Il servira au financement partiel du nouveau complexe sidérurgique intégré de production des aciers-plats, infor-

me la Cosob. Créée en 2007, la société Tosyali Algérie est dotée d'un capital social de 50 milliards DA (au 31 décembre 2023). Les activités de cette société, dont le siège social est situé à Oran, consistent en la production d'aciers longs rond à béton, fil machine, billettes et tube spirale. La société totalise des capacités de production de 4 millions de tonnes/an, soit 57% de la production nationale. Le chiffre d'affaires réalisé en 2023 est de 260,7 milliards DA dont 84,9 mds à l'export.

Sonatrach ouvre de nouvelles perspectives à Abidjan

Le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, a rencontré à Abidjan, en Côte d'Ivoire, le ministre ivoirien des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Sangafowa Coulibaly.

Cette rencontre a permis d'explorer les opportunités de partenariat entre les deux pays dans le secteur énergétique, comme l'indique un communiqué du groupe. Lors de cette audience, il a été question des relations privilégiées entre

les deux nations et des synergies potentielles. Le communiqué souligne également que l'expertise de Sonatrach pourrait être bénéfique pour les entreprises ivoiriennes. Hachichi, à la tête d'une délégation de haut niveau, participe au Salon international des ressources extractives et énergétiques (SIREXE), qui se déroule à Abidjan. Au programme de cette visite, il a eu différentes activités et a pris part à plusieurs panels et rencontres. Ainsi, la

visite a été marquée par une réunion de haut niveau entre Sonatrach et Petroci Holding pour discuter des moyens de coopération. Hachichi y a fait part d'un projet d'accord, en cours, pour renforcer les partenariats entre les deux entreprises. Notre délégation a participé à l'ouverture du Forum de la Cedeao sur l'énergie durable où Hachichi a prononcé un discours soulignant l'importance de renforcer la coopération entre l'Algérie

et la Côte d'Ivoire pour développer les infrastructures et explorer de nouvelles opportunités d'investissement.

Le PDG de Sonatrach a également participé à une table ronde sur la coopération entre les compagnies nationales d'hydrocarbures africaines, animée par le Secrétaire général de l'APPO, Omar Farouk Ibrahim, abordant les enjeux de l'auto-suffisance énergétique et des objectifs de développement durable en Afrique.

IMPLIQUANT DES ORGANISMES PUBLICS ET DES OPÉRATEURS PRIVÉS

Le gouvernement cherche à établir une liste exhaustive des unités économiques

M. Zitouni, soulignant que cette opération "s'inscrit dans le cadre du programme de Monsieur le président de la République visant à bâtir une économie forte et diversifiée reposant sur la bonne gouvernance et la planification durable".

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a présidé, jeudi, une réunion de coordination consacrée aux préparatifs en prévision du lancement de la deuxième phase du Recensement économique national, indique un communiqué du ministère. Lors de cette réunion, tenue au siège du ministère en présence de ses cadres centraux et des responsables de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), le ministre a écouté un exposé sur le plan et les objectifs de la deuxième phase du Recensement économique national, présenté par le chargé de gestion de la CACI, selon la même source. Cette deuxième phase vise à "créer une base de données nationale précise couvrant toutes les activités écono-

miques qui permettra de connaître l'état réel et les capacités de production de l'économie nationale", a expliqué M. Zitouni, soulignant que cette opération "s'inscrit dans le cadre du programme de Monsieur le président de la République visant à bâtir une économie forte et diversifiée reposant sur la bonne gouvernance et la planification durable". Le ministre a en outre indiqué que la deuxième phase du Recensement économique national sera pilotée par la CACI, en coordination avec les services extérieurs du ministère et les secteurs concernés. Au terme de la réunion, M. Zitouni a insisté sur "la nécessité pour l'ensemble des acteurs économiques de concourir au succès de cette opération", conclut le communiqué.

R.E



IL APPORTE DE LA VALEUR AJOUTÉE DANS LA CHAÎNE ALIMENTAIRE

Le secteur agricole se renforce

Inès B.

Le directeur de l'organisation foncière et de l'aménagement des terres au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Wahid Tifani, a révélé que le secteur agricole a généré un chiffre d'affaires de 37 milliards de dollars, représentant 15 % du produit intérieur brut (PIB). Intervenant jeudi à la radio nationale chaîne 1, M. Tifani a assuré que la régularisation du dossier de la propriété foncière renforcera la rentabilité et la contribution économique du secteur à l'avenir. «Le ministère de l'Agriculture a lancé un processus visant à finaliser les procédures liées à la possession de la propriété foncière agricole, ce qui aboutira finalement à la délivrance des titres de propriété» a-t-il

déclaré à ce sujet. M. Tifani a précisé que cette opération est menée en coordination avec le ministère des Finances et les autorités locales. Il a également mentionné que 48 problèmes fonciers ont été recensés dans 35 wilayas et qu'un travail est en cours pour les résoudre. Le même responsable a révélé que la propriété de 529 203 hectares sur un total de 1 132 000 hectares a été régularisée, et que l'ensemble sera réglé d'ici l'année prochaine. Cela se fera, selon lui, soit par la délivrance de titres de propriété aux occupants, soit par la récupération des terres et leur redistribution selon le principe : «La terre à celui qui la cultive». Il a révélé, en outre, que les dispositions de la loi 10-03, relatives aux contrats de concession, seront activées pour transférer le droit de concession à l'exploitant

effectif et encadrer les contrats de partenariat selon le même principe. Selon lui, l'agriculture est un secteur vital et stratégique sur lequel l'État mise pour atteindre l'objectif de sécurité alimentaire. Il a souligné que le secteur a contribué de manière significative au développement national. Pour rappel, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, dernièrement, que le dossier du foncier agricole sera définitivement clos en 2025 et à l'occasion de la célébration du 50^{ème} anniversaire de la création de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA). Le Président a, à cette occasion, appelé le Premier ministre, le ministre des Finances et tous les membres du Gouvernement à travailler avec les agriculteurs pour trouver une solution à ce dossier ainsi que «les

cadres juridiques devant définir et protéger la propriété foncière». Notons que l'Algérie a enregistré une augmentation de la valeur du produit intérieur brut du secteur agricole, dépassant quelque 35 milliards de dollars au cours de la saison 2023-2024. Ce résultat a été obtenu grâce à une stratégie ambitieuse conçue par les autorités pour maximiser le rôle de ce secteur malgré les défis posés par la sécheresse. Actuellement, selon les chiffres du ministre de l'Agriculture Youssef Charfa, les revenus du secteur agricole représentent 18 % du PIB national. Le gouvernement travaille à la récupération des terres par l'irrigation dans le but d'atteindre 1,3 million d'hectares de terres irriguées dans le sud du pays, qui seront allouées aux céréales et aux cultures stratégiques. I. B.

Mines: Evaluation des recherches exploratoires

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab a fait savoir, jeudi, que le programme de recherches minières a donné, jusqu'à présent, «de bons résultats» dans plusieurs wilayas, en vue de la création de pôles industriels dans ces régions. Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, et présidée par Monder Bouden, vice-président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Kaouter Krikou, M. Arkab a précisé que «plusieurs recherches sont en cours dans le cadre du programme national d'exploration minière couvrant 23 wilayas», annonçant la finalisation «de nombreuses études aux résultats positifs», rapporte l'APS. Ces recherches ont également permis de découvrir des substances minérales imprévisibles, a-t-il ajouté, soulignant que les diffé-



rentes opérations achevées et celles en cours, permettront de mettre à jour la carte minière et d'établir des pôles intégrant diverses industries de transformation associées. Répondant à une question de la députée du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Farida Ghamra, sur le programme de recherche minière à Sétif, M. Arkab a précisé qu'il prévoit plusieurs opérations dans cette wilaya et les wilayas voisines, notamment l'exploration polymétallique

dans les zones de Hadra et Kaf Al-Afsa (Sétif), ainsi que la prospection du plomb, du zinc et du cuivre dans les régions d'Azouar et Beni Segoual (wilayas de Sétif et de Jijel) et la recherche de plomb et de zinc dans les secteurs de Boutaleb et les montagnes de Hodna (wilayas de Sétif, Bordj Bou Arreridj et Batna). Le secteur s'emploie à parachever les procédures d'autorisation au profit de l'Entreprise nationale des produits miniers

non-ferreux et des substances utiles (ENOF), pour la réalisation d'une unité de production du concentré de zinc destiné à l'industrie métallurgique à Hammam Guergour (Bougaa-Sétif). Ce projet vient s'ajouter à la Mine de fer de Djebel Anini, actuellement exploitée par la société «SOMIFER», selon le ministre, évoquant la possibilité de l'extension de la mine à travers des opérations d'exploration dans les zones avoisinantes. Globalement, la situation des gisements miniers à Sétif fait état de l'existence de 97 permis d'exploitation de carrières et de mines, ainsi que de cinq permis d'exploration, ajoute le ministre. En réponse à une question du député Djouada Ahmed Lakhdar du MSP, M. Arkab a affirmé que l'ENOF tend à exploiter le gisement de Boukhdema sis à Hammam Guergour (Bougaa-Sétif), dont les travaux d'exploration ont été achevés en février

2023, avec l'obtention de résultats encourageants quant à l'existence de réserves géologiques considérables du minerai de zinc». Et d'ajouter que l'ENOF a réalisé une étude de faisabilité technique et économique, pour déterminer les meilleures méthodes pour le traitement du minerai de zinc et constituer le dossier légal pour l'obtention du permis d'exploitation minière, «ce dernier étant en cours d'élaboration», a-t-il précisé. Répondant à une autre question du député du Mouvement Al-Bina, Youcef Bouguefda, sur les coûts des factures d'électricité et de gaz dans les régions des Hauts Plateaux et du Sud, M. Arkab a indiqué que le prix moyen du kilowattheure (1 kWh) en Algérie est l'un des plus bas au monde, soulignant que ces prix n'ont pas été révisés depuis 2016, et ce, afin de fournir l'énergie à tous les citoyens à des prix accessibles, et de préserver leur pouvoir d'achat.

CONSTANTINE

Les nouvelles structures de santé renforceront notablement le système de santé

Lors de l'inauguration du Centre de lutte contre le cancer, au Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Constantine, M. Saihi a souligné que cette structure sanitaire, d'une capacité de 60 lits et dotée d'équipements médicaux de pointe, permettra une prise en charge rapide et efficace des patients et réduira le temps d'attente, saluant les efforts déployés par les autorités locales pour promouvoir ce secteur qu'il a qualifié de "sensible".



Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a affirmé, jeudi à Constantine, que l'entrée en service de plusieurs nouvelles structures de santé, publiques et privées, dans la capitale de l'Est algérien, permettra de renforcer notablement le système de santé et d'améliorer la prise en charge des patients. La nouvelle loi sur l'investissement représente un "pas décisif" pour renforcer l'économie nationale et attirer davantage d'investissements locaux, dans tous les domaines, qu'il s'agisse d'investissements publics ou privés, a déclaré le ministre à la presse en marge d'une visite d'inspection dans cette wilaya, rappelant "l'appui de l'Etat à tous les investissements

à même de favoriser le développement du secteur de la santé". Lors de l'inauguration du Centre de lutte contre le cancer, au Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Constantine, M. Saihi a souligné que cette structure sanitaire, d'une capacité de 60 lits et dotée d'équipements médicaux de pointe, permettra une prise en charge rapide et efficace des patients et réduira le temps d'attente, saluant les efforts déployés par les autorités locales pour promouvoir ce secteur qu'il a

qualifié de "sensible". Inspectant l'ex-Institut national de formation supérieure des cadres de la jeunesse, proposé à une transformation en hôpital d'urgences médicales de 120 lits, rattaché au CHU, le ministre a indiqué qu'il présentera l'étude technique du projet à des experts, en attendant la construction d'un hôpital universitaire de 500 lits qui atténuera la pression sur le CHU de Constantine. Il a également estimé que la wilaya de Constantine connaît de grands pro-

grès en matière de santé, et ce qui s'annonce pour l'avenir permettra de corriger les insuffisances du secteur. "Aujourd'hui, nous avons inauguré la polyclinique Fadli-Chérif dans la circonscription administrative Ali-Mendjeli, qui utilise tous les aspects de la numérisation, en plus de ses équipements médicaux qui permettent une meilleure prise en charge des patients, reflétant ainsi l'important développement de ce secteur", a déclaré M. Saihi. Le ministre de la Santé a également visité le projet de réalisation d'un hôpital de 200 lits à l'unité de voisinage (UV) n 17 d'Ali-Mendjeli, ainsi que le chantier de construction d'un complexe Mère-Enfant de 120 lits dont le taux d'avancement (45 pour cent) permet d'envisager sa livraison pour 2026. En matière d'investissement privé dans le secteur, M. Saihi a inauguré un Centre de diagnostic médical et un hôpital de 68 lits au chef-lieu de wilaya, qualifiant ces structures sanitaires de "fierté de Constantine, eu égard aux équipements ultramodernes dont elles sont dotées et qui permettront une meilleure prise en charge des malades".

ANNABA

Ouverture du Congrès international de cardiologie avec la participation de 300 spécialistes

Les travaux du Congrès international de cardiologie ont été ouverts vendredi, à l'hôtel Sheraton Annaba avec la participation de pas moins de 300 médecins spécialistes d'Algérie, de Tunisie et de France. Les travaux de ce Congrès organisé à l'initiative du Collège des cardiologues d'Annaba s'articulent autour des avancées réalisées en matière de cardiologie interventionnelle, les techniques de traitements innovantes utilisées dans cette spécialité médicale en plus de la présentation des recommandations adoptées dans la prise en charge de cette maladie, notamment pour les

patients atteints de maladies chroniques comme les accidents thromboemboliques chez les cancéreux. Dans ce cadre, le professeur Leila Manamani chef service de cardiologie au centre hospitalo universitaire (CHU) d'Annaba qui a présenté les complications sanitaires liées à cette spécialité médicale chez les cancéreux, a mis l'accent sur l'importance de l'affectation d'un médecin traitant spécialisé en cardiologie pour le suivi des cancéreux soumis à des protocoles de traitement par radiothérapie. Elle a ajouté que la courbe en hausse des cas de cancéreux impose une coordi-

nation entre les staffs médicaux pluridisciplinaires à leur tête les cardiologues pour éviter les complications de santé liées aux maladies cardiovasculaires menaçant cette catégorie de malades. De sa part, le docteur Mohamed Touati spécialiste en cardiologie pédiatrique qui a présenté une communication sur la malformation congénitale associée au cœur et les méthodes de diagnostic et de traitement a insisté sur l'importance de détecter de telles anomalies (malformations) à un âge précoce pour une prise en charge rapide permettant d'éviter les dangereuses complications de santé en

rapport avec la cardiologie surgissant avec l'âge. Les interventions ont été ponctuées par un débat scientifique sur cette spécialité médicale, notamment en ce qui concerne les techniques innovantes réalisées par les sciences médicales dans le traitement sans chirurgie. Le deuxième jour de ce Congrès verra la réalisation d'une opération de cathétérisme cardiaque (remplacement de la valve aortique) via la technique innovante « sans chirurgie » sur un patient et qui sera transmise en direct pour les participants depuis une salle de cathétérisme d'une des cliniques privées d'Annaba.

SKIKDA

Démantèlement d'un réseau criminel de trafic de drogues et de comprimés psychotropes

Les éléments de la Gendarmerie nationale de la commune de Ben Azzouz (Skikda) ont procédé au démantèlement d'un réseau criminel de trafic de drogues et de comprimés psychotropes et à la saisie de plus de 1000 capsules de psychotropes, a indiqué vendredi un communiqué de ce corps sécuritaire. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de la commune de Ben Azzouz relevant de la section de Azzaba, ont procédé au démantèlement d'un réseau criminel de trafic de drogues et de comprimés psychotropes dans cette commune", a ajouté la même source. "Agissant sur la base d'informations recueillies sur un réseau de trafic de drogues, les éléments de la gendarmerie nationale ont mis en place un plan bien ficelé et procédé à la perquisition de deux domiciles avec l'aide d'une équipe cynotechnique". "L'opération s'est soldée par l'arrestation de trois (3) individus et la saisie de 1100 capsules de différents types de psychotropes, de 67 g de kif traité, de deux (2) téléphones portables, d'un sabre artisanal et d'un montant de 23.950.000 DA", a ajouté la même source. "Après achèvement des investigations, les mis en cause seront présentés devant les juridictions compétentes", lit-on dans le communiqué.

JIJEL

98 % de taux de couverture en gaz naturel à Oudjana

Le taux de couverture en gaz naturel dans la commune d'Oudjana (30 km au Sud-est de Jijel) atteint actuellement 98 %, a indiqué jeudi le président de l'assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité, Fouad Askar. Il a assuré qu'en dépit du relief montagneux de cette commune, le raccordement des habitations au réseau de gaz a franchi une étape importante relevant que le taux de couverture a enregistré «une augmentation sensible» au cours des deux dernières années passant de 50 % à 2022 à 98 % actuellement. Ce taux «considérable» a été atteint à la faveur de la

concrétisation des diverses opérations de raccordement programmées dans cette région et de leur mise en service, a précisé le président de l'APC. Désormais, il ne reste plus que certaines maisons de la région de Temissa, une partie mitoyenne d'Ouled Rabah, certaines habitations disparates sur le site du vieux Oudjana et autres proches

de la zone des activités qui seront raccordées «prochainement» à travers l'opération d'extension du réseau, a ajouté M. Askar. Le même élu a fait état d'autre part d'efforts «intenses» pour raccorder au réseau d'électricité rurale des agglomérations totalisant 340 foyers dont certaines réalisées dans le cadre de la formule de l'habitat rural.

PUBLICITÉ

إعلان عن بيع بالمزاد العلني
لحقوقي قصر

مكتب التوثيق للأستاذ: طراد إسماعيل
18 شارع ابن رشد مقننية
13300 تلمسان

تنفيذا لرخصتي التصرف في أموال قصر الصادرة عن رئيس محكمة مقننية قسم شؤون الأسرة رقم 435/2024، الصادرة بتاريخ 11 أوت 2024 ورقم 2024/440 الصادرة بتاريخ 12 أوت 2024 سيتم بتاريخ 2024/12/01 بمكتب الموثق المذكور أعلاه البيع بالمزاد العلني في حصة القاصر بن مونة أسامة ولد مبارك والقاصر عيسوية محمد امين ولد عبد الحليم التي تتمثل في حقوق عقارية مشاعة تأخذ من: 3/2 في قطعة ارض ذات طابع فلاحي كانته ببلدية سيدي مجاهد دائرة بني بوسعيد ولاية تلمسان، مساحتها تقدر (02 هـ 48 ار 18 سائل) وهي تكون مجموعة ملكية رقم 57 من القسم رقم 13 من مخطط مسح الأراضي العام.

SELON UN NOUVEAU RAPPORT DE L'OMS

Nécessité d'investir durablement dans les programmes de prévention et de lutte anti-infectieuse

Près de cinq ans après que la COVID-19 ait été signalée pour la première fois, un nouveau rapport mondial de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur la prévention et la lutte contre les infections (IPC) témoigne de la lenteur des progrès pour combler les lacunes critiques dans la prévention des infections nosocomiales.

Selon un nouveau rapport de l'agence sanitaire mondiale, il est possible d'éviter une grande partie des infections nosocomiales (ou infections associées aux soins) grâce à de meilleures pratiques en matière de lutte anti-infectieuse et à des services essentiels d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), qui représentent aussi un choix optimal, financièrement rationnel, pour réduire la résistance aux antimicrobiens (RAM) dans les établissements de santé. Ce rapport, présenté lors d'une manifestation parallèle au G7 organisée par l'Italie, fournit aux responsables politiques, aux professionnels de la lutte anti-infectieuse, au personnel soignant et aux parties prenantes, une évaluation de base qui guidera leur action. Ainsi, le rapport constate que, bien que 71 % des pays dispo-

sent désormais d'un programme de lutte anti-infectieuse effectif, en 2023-2024, seuls 6 % satisfaisaient à l'ensemble des exigences minimales de l'OMS en matière de lutte anti-infectieuse. Ce chiffre est bien en deçà de l'objectif de plus de 90 % d'ici 2030 fixé dans le Plan d'action mondial et le cadre de suivi de l'OMS pour la lutte anti-infectieuse. Le rapport souligne également que les patientes et patients des pays à revenu faible ou intermédiaire courent un risque jusqu'à 20 fois plus élevé de contracter des infections pendant la prestation de soins de santé que celles et ceux des pays à revenu élevé.

«La pandémie de COVID-19, ainsi que les épidémies de maladie à virus Ebola, de maladie à virus Marburg et de mpx (variole simienne), montre de façon frappante comment les



agents pathogènes peuvent se propager rapidement et gagner en ampleur dans les établissements de soins. Ces infections associées aux soins de santé constituent une menace quotidienne dans tous les hôpitaux et toutes les cliniques, et pas seulement pendant les épidémies et les pandémies», selon l'OMS.

Les infections nosocomiales prolongent les séjours à l'hôpital et entraînent des complications telles que le sepsis et, dans certains cas, l'invalidité ou la mort. Il est également essentiel de s'y attaquer en améliorant la lutte anti-infectieuse pour réduire le risque de RAM, car selon des estimations récentes,

136 millions d'infections nosocomiales résistantes aux antibiotiques surviennent chaque année. Selon de nouvelles données de l'OMS et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), on estime que jusqu'à 3,5 millions de patientes ou patients pourraient mourir chaque année d'infections nosocomiales si l'on n'agit pas d'urgence. L'amélioration des mesures de lutte anti-infectieuse à tous les niveaux contribuera à réduire le nombre de décès. La modélisation a permis d'estimer que les interventions de lutte anti-infectieuse sur le lieu de soins dans les établissements de santé, sous la coordination des Ministères de la santé ou des réseaux établis, pourraient permettre d'éviter jusqu'à 821 000 décès par an d'ici 2050. **A.B.**

ETUDE

Les aliments ultra transformés dangereux pour la santé mentale

Sodas, bonbons, barres énergétiques, yaourts aromatisés aux fruits, pizzas surgelées et plats surgelés en général, ce sont entre autres aliments ultra-transformés, généralement riches en sel, en sucre et en graisses qui augmentent le risque d'anxiété, de dépression et de déclin cognitif, souligne un article publié sur le site National Geographic, qui reprend une méta-analyse publiée dans la revue internationale Nutrients. D'après cette source, les régimes riches en aliments ultra-transformés sont associés à une hausse de 44 % du risque de dépression et de 48 % du risque d'anxiété. L'une de ces études a observé que ces risques augmentaient à partir du moment où ne serait-ce que 33 % des calories provenant d'aliments ultra-transformés étaient assimilées. Une autre étude brésilienne portant sur 10 775 personnes a révélé qu'une assimilation de seulement 20 % des calories provenant de ces aliments entraînait un taux de déclin cognitif plus rapide de 28 % par rapport aux personnes consommant moins d'aliments transformés.

Une étude qui suivait près d'un demi-million de personnes vivant en Angleterre, en Écosse et au Pays de Galle a mis en évidence que chaque augmentation de 10 % dans la consommation de nourriture ultra transformée entraînait une

augmentation de 25 % du risque de démence, des résultats particulièrement alarmants. «Bien qu'on ne sache pas encore exactement quelle est la relation de cause à effet, l'observation la plus solide tirée de ces études prospectives tend à démontrer que la consommation d'une grande quantité de nourriture ultra-transformée augmente le risque de dépression dans le futur», déclare Melissa M. Lane, chercheuse principale de l'article de Nutrients et chercheuse postdoctorale à la faculté de médecine de l'université Deakin, à Geelong, en Australie. Tout le monde sait que manger trop de sel, de sucre et de graisses saturées peut causer des inflammations chroniques, de l'hypertension artérielle, de l'hyperglycémie, des maladies cardiaques et du diabète de type 2. En revanche, le grand public ne se rend peut-être pas compte que toutes ces maladies affectent le cerveau en augmentant le risque de démence vasculaire, qui se traduit par une diminution de la circulation sanguine dans le cerveau. Les additifs tels que certains édulcorants artificiels et le glutamate monosodique peuvent également interférer avec la production et la libération de substances chimiques cérébrales telles que la dopamine, la norépinéphrine et la sérotonine, qui peuvent avoir des effets

néfastes sur le bien-être mental et émotionnel.

LES EFFETS DE LA NOURRITURE ULTRA-TRANSFORMÉE SUR LE CERVEAU

Autre problème des aliments ultra-transformés : ils sont parfois addictifs. «La nourriture ultra-transformée est plus proche de la cigarette que des aliments que nous procure la nature», affirme Ashley Gearhardt, professeure en psychologie à l'Université du Michigan, dans la ville d'Ann Arbor. Il s'agit là d'un système bien pensé, «des entreprises multimilliardaires créent ces aliments pour nous rendre dépendants afin de diminuer notre libre arbitre en leur présence. J'y vois un problème de souveraineté alimentaire», explique Cindy Leung, professeure adjointe de santé publique et de nutrition à l'école de santé publique T.H. Chan de Harvard, à Boston. Notre cerveau perd complètement le contrôle face au sel ajouté, aux saveurs artificielles et aux couleurs vives. La plupart du temps, la nourriture non transformée ou peu transformée comme les fruits frais ou congelés, les légumes, le poisson et les fruits de mer, la viande, la farine et les pâtes n'est faite que d'un ingrédient. Les ingrédients transformés comme les huiles végétales, le sucre et la

fécule de maïs sont extraits directement d'aliments non transformés. Les aliments peu transformés comme le pain de boulangerie sans conservateur, la plupart des fromages et le thon, les haricots et les légumes conservés dans du sel et de l'eau ont une composition courte constituée d'ingrédients reconnaissables, le sel étant le principal conservateur. Les aliments ultra-transformés comprennent des produits tels que les sodas, les bonbons, les biscuits, les gâteaux, les barres énergétiques, les yaourts aromatisés aux fruits, les barres et les shakes de substitut de repas, de nombreux types de pains et de céréales emballés, ainsi que les plats surgelés. Ils sont souvent riches en matières grasses, en sucre et en sodium et sont généralement améliorés par des arômes, des colorants et édulcorants artificiels ainsi que d'autres additifs. Un régime riche en aliments ultra-transformés pourrait affecter votre cerveau pour les mêmes raisons que ce type d'alimentation est lié à une série d'autres maladies chroniques. Les régimes hypercaloriques peuvent conduire à l'obésité, qui est liée à la dépression. L'une des explications pourrait être que les cellules graisseuses deviennent dysfonctionnelles et libèrent des molécules inflammatoires, qui déclenchent de la dépression, de l'anxiété et de la démence.

BURN-OUT

Voici le métier qui fatigue le plus

Après une analyse menée auprès de 16 000 professionnels aux Etats-Unis pendant une période de plusieurs mois en 2024, un constat alarmant a été mis en avant : 40% des personnes interrogées se sont estimées proches du burn-out. L'étude a analysé les profils de ceux qui avaient donné une telle réponse. Les jeunes travailleurs et les femmes y sont majoritaires et seraient donc plus susceptibles de souffrir d'épuisement professionnel. Ils sont aussi souvent issus de

grandes entreprises. A l'inverse, les salariés bénéficiant du télétravail y seraient globalement moins enclins. L'étude a également relevé le milieu professionnel dans lequel évoluent les participants. Ceux qui sont apparus comme les moins épuisés se trouvent aux postes de conseil, dans l'immobilier ou dans le développement commercial, dont 33% ont répondu être épuisés. Viennent ensuite les salariés dans le domaine de la communication (37%). Plus hauts dans

le classement, les personnels éducatifs (45%), les contrôleurs qualité (47%), les travailleurs sociaux (48%) ou encore le personnel soignant (49%) font partie du top 5 des professions jugées comme les plus difficiles. Dans ces branches, les travailleurs expriment une fatigue intense. Et en haut du podium, c'est encore une toute autre catégorie qui trône : les chefs de projet. Ils sont la moitié à affirmer ressentir de l'épuisement professionnel. Cela n'est pas qu'une question d'horaires

et de respect des délais. Ce métier implique aussi une approche pluridisciplinaire très vaste et demande de savoir répondre à des exigences variées. Il y a également un rôle d'intermédiaire entre les employés et les clients, et de gestion d'équipe. La préoccupation la plus courante des chefs de projets est qu'ils ne bénéficient pas d'un soutien ou d'une reconnaissance adéquats pour répondre aux exigences changeantes auxquelles ils sont confrontés dans leur rôle.

ELECTIONS LÉGISLATIVES

La Roumanie recompte les bulletins

La Cour constitutionnelle roumaine a demandé jeudi 28 novembre à l'autorité électorale suprême du pays de recompter et de vérifier à nouveau tous les bulletins de vote du premier tour.

La Roumanie s'appelait hier au nouveau dépouillement des bulletins de l'élection présidentielle sur fond de craintes d'annulation du scrutin, les autorités pointant l'influence russe et le rôle de la plateforme TikTok. Au milieu de la tourmente, les partis se préparent aux législatives de demain, avec une extrême droite décidée à confirmer sa percée. Sous l'œil inquiet de l'Ouest qui craint une réorientation stratégique dans cet État voisin de l'Ukraine, loyal membre de l'UE et de l'Otan.

Dans l'ensemble du pays, de gros sacs ont été apportés dans les bureaux de vote pour un processus de recomptage qui pourrait durer trois jours, derrière des portes closes. Cette décision de la Cour constitutionnelle, saisie d'une requête d'annulation par un candidat malheureux, suscite de nombreuses critiques. Le parti de centre-droit USR, dont la cheffe de file Elena Lasconi est arrivée seconde de justesse, a déposé un recours, tandis que les libéraux ont critiqué un jugement «déroutant qui ne fait qu'alimenter les inquiétudes et tensions».

Des doutes sur la transparence du processus ont également émergé, alors que l'accès à des observateurs indépendants a été refusé. Sur les réseaux et dans la rue, la Roumanie est en ébullition. «Une grande partie de la société est choquée, une autre est euphorique», résume le politologue Remus Stefureac pour l'AFP. D'un côté, le candidat d'extrême droite Calin Georgescu, arrivé contre toute attente en tête du premier tour, défend la légitimité du vote des Roumains. De l'autre, fusent des accusations des autorités.

D'après le Conseil suprême de la défense nationale, cet ancien haut fonctionnaire a bénéficié

d'un «traitement préférentiel» de TikTok, ce que le réseau social a «catégoriquement» démenti. Ont aussi été évoquées des «cyber-attaques» visant à «influencer la régularité du processus électoral», notant «un intérêt croissant» de la part de la Russie «dans le contexte actuel de sécurité régionale». Le Premier ministre Marcel Ciolacu, éliminé de la course, a lui brandi le spectre d'une «élection volée», tout en assurant qu'il ne se représenterait pas en cas de nouveau scrutin. C'est dans ce contexte explosif que les Roumains retournent aux urnes demain dimanche, jour de Fête nationale, cette fois pour élire le Parlement. Après trois décennies d'une vie politique structurée par deux grands partis, les analystes prédisent un hémicycle fragmenté et des négociations difficiles pour former un gouvernement. L'extrême droite est créditée de plus de 30% d'intentions de vote, selon les sondages. Du jamais vu dans ce pays jusqu'ici à l'écart des poussées nationalistes observées dans le reste de



la région, mais agité par la colère et les frustrations de la population, devant l'inflation record et une classe politique jugée incompétente et arrogante.

Plusieurs formations de ce bord politique sont présentes : le parti AUR (Alliance pour l'unité des Roumains), dont le candidat George Simion a recueilli près de 14% à la présidentielle, est en lice, mais aussi SOS Romania, dirigé par la tempétueuse candidate favorable au Kremlin Diana Sosoaca. Un nouveau parti, POT (Parti de la jeunesse), a fait son apparition après la

surprise Georgescu, qu'il soutient, et pourrait franchir le seuil des 5% nécessaire pour entrer au Parlement. «Nous sommes ici, debout, vivants, plus nombreux que jamais et avec une formidable occasion devant nous», a lancé à ses partisans M. Simion, grand fan de Donald Trump, rêvant d'une victoire de l'extrême droite à la fois à la Présidence et au Parlement. Dans le camp pro-européen adverse, le parti USR - qui espère tirer son épingle du jeu - évoque «une bataille existentielle». «Une confrontation»

entre ceux qui veulent «préserver la jeune démocratie roumaine» née de la révolution de 1989 et ceux qui veulent «revenir dans la sphère d'influence russe». Laminés, les sociaux-démocrates et les libéraux, au pouvoir dans une coalition actuellement, mettent en avant leur «expérience» pour tenter de limiter la casse. «Toutes les cartes sont rebattues», conclut le politologue Remus Stefureac, imaginant la possibilité d'un gouvernement d'unité nationale face aux risques sécuritaires avec la guerre aux portes de la

CÂBLES SOUS-MARINS ROMPUS

La Chine se dit «disposée à coopérer» avec les pays concernés

La Chine s'est déclarée vendredi prête à coopérer avec la Suède dans l'enquête sur la rupture de câbles sous-marins en mer Baltique et le rôle potentiel du cargo chinois *Yi Peng 3*. Ces ruptures, survenues les 17 et 18 novembre, sont considérées comme de possibles actes de sabotage, ce qui a conduit Stockholm à ouvrir une enquête et à demander des éclaircissements sur la présence du navire chinois, immobilisé dans les eaux internationales près des côtes danoises.

La Suède souhaite que ce vraquier rejoigne ses eaux territoriales pour participer à l'enquête. Mao Ning, porte-parole du ministè-

re chinois des Affaires étrangères, a affirmé lors d'un point de presse que «la Chine est disposée à coopérer avec les pays concernés pour établir les faits et garantir la manifestation de la vérité». Elle a également indiqué que des échanges étaient en cours entre Pékin et Stockholm.

Le Premier ministre suédois, Ulf Kristersson, a souligné jeudi qu'il ne s'agissait pas d'une accusation directe, mais que la Suède cherchait à éclaircir les événements. Le *Yi Peng 3*, un vraquier construit en 2001, se trouvait dans la zone des câbles au moment des incidents, selon des données de suivi maritime, bien qu'aucun élément ne l'im-

plique directement à ce stade. Le cargo est sous surveillance de la marine danoise et des gardes-côtes suédois, ancré depuis le 19 novembre dans le détroit de Kattegat, entre la Suède et le Danemark.

Par ailleurs, la Finlande a lancé une enquête pour «dommages criminels aggravés» et «interférence aggravée avec les communications» concernant l'avarie du câble germano-finlandais.

La Lituanie a également annoncé la mise en place d'une équipe d'enquête conjointe avec la Suède et la Finlande, sous la coordination d'Eurojust, l'agence de coopération judiciaire de l'Union européenne.

POUR UN MONTANT

DE 385 MILLIONS DE DOLLARS

Les États-Unis approuvent la vente d'armes à Taïwan

Le département d'État américain a approuvé la vente potentielle de pièces détachées pour les avions F-16 et de radars à Taïwan pour un montant estimé à 385 millions de dollars, a déclaré le Pentagone vendredi, un jour avant que le pré-

sident taïwanais Lai Ching-te n'entame un voyage délicat dans le Pacifique. L'Agence de coopération pour la sécurité de la défense du Pentagone a déclaré que la vente portait sur 320 millions de dollars de pièces détachées et de soutien

pour les chasseurs F-16, ainsi que sur des radars actifs à balayage électronique et des équipements connexes. Le département d'État a également approuvé la vente potentielle à Taïwan d'équipements d'abonnés mobiles améliorés et de sou-

ten pour un montant estimé à 65 millions de dollars, a indiqué le Pentagone. Le principal contractant pour cette vente de 65 millions de dollars est General Dynamics GD.N. Le ministère de la défense taïwanais a déclaré qu'il s'attendait à ce que les ventes «prennent effet» dans un délai d'un mois et que l'équipement contribuera à maintenir l'état de préparation de la flotte de F-16 et à «constituer une force de défense crédible».

«Taïwan et les États-Unis continueront à renforcer leur partenariat en matière de sécurité et à travailler ensemble pour maintenir la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan et dans la région indo-pacifique», a déclaré le ministère dans un communiqué.

Le mois dernier, les États-Unis ont annoncé une vente potentielle de 2 milliards de dollars d'armes à Taïwan, y compris la livraison pour la première fois à l'île d'un

ACCUSANT L'UNION DE SE LIVRER À UN "CHANTAGE"

La Géorgie suspend les négociations d'adhésion à l'UE

La Géorgie a décidé de suspendre pour quatre ans les négociations relatives à son adhésion à l'Union européenne. Le Premier ministre géorgien Irakli Kobakhidze a annoncé cette décision tout juste une poignée d'heures après avoir été reconduit dans ses fonctions par les membres du parti au pouvoir, Rêve géorgien, à la suite de sa victoire contestée lors des élections législatives du mois dernier, qui ont déclenché des manifes-

tations et conduit l'opposition à boycotter le parlement. Les élections du 26 octobre ont été largement considérées comme un référendum sur les aspirations du pays à rejoindre l'Union européenne.

L'UE a déjà annoncé que les négociations sur l'adhésion de la Géorgie à l'Union avaient été interrompues de facto en raison du recul de la Géorgie en matière de démocratie. Dans sa déclaration de

jeudi, M. Kobakhidze a indiqué que le pays poursuivait sa demande d'adhésion à l'UE, mais qu'il ne mettrait pas la question de l'ouverture des négociations avec l'Union européenne à l'ordre du jour avant la fin de l'année 2028. «En outre, nous rejetons toute subvention de l'Union européenne jusqu'à la fin de 2028», a-t-il ajouté. Le Parlement européen réclame de son côté de nouvelles élections en Géorgie.

IL POURSUIT SA RÉÉDUCATION AU QATAR

Belloumi bien pris en charge à Aspetar

Mohamed Bachir Belloumi, ailier algérien auteur d'un début de saison prometteur avec Hull City FC, souffre d'une blessure assez compliquée, lui qui a été victime d'une rupture du ligament croisé contractée début novembre.

Marouane A.

Cette blessure, survenue lors d'un match de championnat contre Oxford United, l'a écartée complètement de la compétition, étant donné que la saison est terminée pour lui, malgré le fait qu'il avait réussi de beaux matchs avec ses nouvelles couleurs. Il s'était d'ailleurs illustré avec deux buts et deux passes décisives en seulement dix apparitions. Se trouvant en rééducation au prestigieux centre médical Aspetar à Doha, au Qatar, Belloumi est accompagné de son père, la légende du football

algérien Lakhdar Belloumi. L'intervention chirurgicale, réalisée avec succès, marque le début d'un processus de rétablissement long et exigeant. Connu pour son expertise en médecine sportive, Aspetar offre au jeune ailier un environnement optimal pour récupérer ses capacités physiques et retrouver les terrains au plus vite, contrairement à d'autres cliniques médicales. Le soutien ne manque pas pour Belloumi dans cette épreuve. Vendredi, le célèbre commentateur sportif Hafid Derradji lui a rendu visite à Aspetar, témoignant de l'affection et de l'espoir placés en ce



jeune talent par toute la communauté sportive algérienne. Cette marque de soutien s'ajoute à l'accompagnement attentif de son club, Hull City, qui suit de près son rétablissement. Si cette blessure freine temporairement son ascension, Belloumi reste déterminé à revenir plus fort. À 22 ans, le jeune algérien incarne l'un des plus grands espoirs du football algérien et nourrit l'espoir de reprendre sa progression fulgurante, tant

avec son club anglais qu'avec les Verts. Inspiré par des prédécesseurs comme Ismaël Bennacer, qui a su rebondir après une blessure similaire, Belloumi se concentre sur son objectif : un retour en force pour continuer à briller sur les terrains d'Angleterre et d'Afrique.

IL REVIENDRA FORT

Même s'il s'agit d'un coup dur pour lui, surtout qu'il comptait beaucoup sur cette nouvelle

aventure en Championship pour rebondir et pourquoi pas avoir l'opportunité d'évoluer ensuite en Premier League ou dans un autre championnat d'Europe Majeur, Belloumi, reste lucide et sait qu'il pourra revenir fort s'il garde confiance en ses capacités et continue à lutter d'abord contre cette blessure et ensuite sur le terrain pour retrouver sa place dans le groupe. Il n'est pas inquiet à ce sujet, surtout que les dirigeants et membres du staff de Hull City connaissent bien ses qualités et savent qu'ils pourront le récupérer avec les mêmes moyens et les mêmes qualités, surtout s'il réussit sa phase de rééducation qui reste très importante pour lui. Il devra, en tout cas, redoubler d'efforts s'il souhaite obtenir cette confiance et pouvoir donc retrouver le chemin de la gloire. **M. A.**

ALLEMAGNE

4e passe décisive pour Ibrahim Maza

L'un des meilleurs joueurs en Bundesliga 2 cette saison, Ibrahim Maza a confirmé avant-hier soir en étant décisif sur le troisième but de son équipe qui a assuré la victoire pour le Hertha Berlin 3-1 sur le terrain de Magdebourg. La première

mi-temps s'est terminée comme elle a commencé et les deux équipes n'ont pas réussi à concrétiser, mais dès le début de la deuxième période, l'équipe locale a ouvert le score à la 48e minute. Cet avantage n'a pas duré longtemps, puisque les

coéquipiers de Maza ont réussi à égaliser à la 55e minute avant de doubler la mise dix minutes après. Le club de la capitale allemande a continué sa domination dans ce deuxième acte et a réussi à marquer une troisième fois par Luca Schuler

à la 86e minute, ce dernier a profité d'une passe de la tête de Brahim Maza pour assurer la victoire pour son équipe. Il s'agit de la 4e passe décisive en championnat pour l'international algérien qui a déjà marqué cinq buts aussi.

TROPHÉES THE BEST 2024

Benzia convoite le Prix Puskas du plus beau but

Le but du milieu offensif international algérien Yassine Benzia, en mars dernier en amical face à l'Afrique du Sud (3-3), a été choisi par la Fédération internationale de football (FIFA), pour faire partie des onze buts nominés au prix Puskas, récompensant le plus beau but de l'année, dans le cadre des trophées The Best. Le sociétaire de Qarabag FK (Div.1/ Azerbaïdjan) a inscrit ce but à la 70e pour égaliser à 3-3 face à l'Afrique du Sud, le 26 mars au stade Nelson-Mandela, dans le cadre du tournoi FIFA-Series 2024. Servi par Bakrar dos au but, l'ancien lyonnais fait monter le ballon avec

son pied droit et exécute un superbe retourné avec son pied gauche pour marquer. Benzia est en lice pour ce prix, au même titre que dix autres joueurs : l'Argentin Gustavo Bou, le Qatar Hassan Al-Haydos, l'Italien Federico Dimarco, l'Australien Terry Antonis, le Hondurien Michael Chirinos, l'Argentin Alejandro Garnacho, le Ghanéen Mohammed Kudus, l'Ougandais Denis Omedi, le Nigérian Paul Onuachu, et l'Anglais Jaden Philogene. La procédure de vote pour les diverses catégories est désormais ouverte sur le site officiel de la FIFA, et les amateurs de football apporteront une

contribution inédite, souligne l'instance internationale. Le Prix Marta (plus beau but inscrit par une joueuse) et le Prix Puskas, les votes sont répartis équitablement entre, d'une part, les amateurs de football, et d'autre part, un panel de FIFA Legends. Le Prix de la FIFA sera remis au

joueur ayant inscrit le plus beau but au cours de la période couverte, quels que soient le championnat dans lequel il évolue ou sa nationalité. Les votes seront ouverts jusqu'au mardi 10 décembre 2024 à 23h59 sur le site officiel de la FIFA, conclut le communiqué.

JEUX AFRICAINS MILITAIRES-2024

L'EN militaire de tir remporte un total de 32 médailles

La sélection nationale militaire de tir, différentes catégories et spécialités a remporté un total de 32 médaille (11 or, 10 argent et 11 bronze), jeudi en fin d'après-midi, à Abuja au Nigéria, lors des 2es Jeux Africains Militaires qui se poursuivent jusqu'au 30 novembre, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Le stade "Mashood Abiola National" a également vibré par le sacre de la lanceuse Zahra Tatar, qui a remporté la médaille d'or du lancer de marteau, devant des athlètes du Nigéria et d'Afrique du Sud, entre autres. De son côté, la sélection nationale militaire de judo s'est adjugée cinq médailles d'or chez les messieurs et dames, grâce, respectivement, aux athlètes Lili Mehdi (100kg) et Benchaalal Dihya (78kg), et

aussi de la sélection nationale dans l'épreuve par équipes, alors que Lokmane Daghoul et Abdelkader Fetouh ont remporté une bronze, chacun. Pour sa part, la sélection nationale militaire de volleyball a gagné, haut la main, la médaille d'or, à l'issue de sa victoire devant son homologue du Sierra-Leone sur le score de 3-0, réalisant une très belle prestation. En athlétisme, l'athlète du 3000m mètres steeple, Hichem Mechicha, s'est classé en 3e position du concours, remportant la médaille de bronze, de même que son compatriote Dhiaie Chérif Boudoumi au triple saut. Les 2es jeux Militaires unissent les athlètes d'élite d'Afrique de quelques 25 pays, pour mettre en valeur leurs compétences, leur endurance et leur esprit d'équipe, dans 19 disciplines sportives.

TENNIS / TOURNOI M15 MONASTIR

Hamza Reguig éliminé au 2e tour

L'Algérien Samir Hamza Reguig a été éliminé du tournoi professionnel masculin "M15 Monastir", après sa défaite (2-0), contre le Japonais Taiyo Yamana-ka, au 2e tour du Tableau Final vendredi. Le match semblait pourtant à la portée de l'Algérien de 22 ans, classé tête de série N8 de ce tournoi, mais une fois sur le court, le Japonais de 23 ans s'est montré nettement plus volontaire et l'a

emporté (6-3, 6-1). Au premier tour, disputé la veille, Reguig a assez facilement dominé le jeune Britannique Felix Mischker (6-1, 6-1) : Un adversaire âgé de 21 ans et issu des qualifications. Dotée d'un prize-money de 15.000 USD, la compétition se déroule du 25 novembre au 1er décembre sur des courts en surface rapide dans la ville tunisienne de Monastir.

LIGUE 1 MOBILIS

La 12e journée fixée aux 7 et 8 décembre

La 12e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, se jouera les 7 et 8 décembre prochain, et sera tronquée de quatre matchs, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP), vendredi sur son site officiel. Cette journée débutera le samedi 7 décembre avec deux matchs au menu : USM Khenchela-ES Sétif et ASO Chlef-ES Mostaganem, et se poursuivra le dimanche 8 décembre, avec autant de rencontres.

La LFP a reporté quatre rencontres à une date ultérieure, celles des représentants algériens aux compétitions africaines interclubs : Paradou AC-CR Belouizdad, CS Constantine - MC El-Bayadh, Olympique Akbou-USM Alger, et MC Alger - JS Saoura. Le MCA et le CRB, engagés en Ligue des champions, et l'USMA et le CSC, en Coupe de la Confédération africaine, seront au rendez-vous avec la 2e journée de la phase de poules, prévue les 6, 7, et 8 décembre La 11e journée du championnat débutera ce samedi 30 novembre, et se poursui-

vra dimanche et lundi. Le match USMA-PAC a été reporté à une date ultérieure. Le CS Constantine occupe provisoirement le fauteuil de leader avec 18 points, à deux longueurs de ses poursuivants directs : l'USM Alger et le MC Alger, qui comptent 16 unités chacun et un match en moins.

PROGRAMME DE LA 12E JOURNÉE :

Samedi, 7 décembre :

USM Khenchela - ES Sétif
ASO Chlef - ES Mostaganem

Dimanche, 8 décembre :

JS Kabylie - NC Magra
MC Oran - US Biskra

Reportés :

Paradou AC-CR Belouizdad,
CS Constantine-MC El-Bayadh
Olympique Akbou-USM Alger
MC Alger-JS Saoura

REAL MADRID

Zidane au chevet de Mbappé

Kylian Mbappé, après son transfert du PSG au Real Madrid, a raté un penalty crucial contre Liverpool, entraînant une défaite 2-0 mercredi dernier. Pour aider Mbappé à surmonter ses difficultés, le Real Madrid a sollicité Zinedine Zidane, ancien entraîneur du club, pour le guider.

Zidane, ayant surmonté des débuts similaires, pourrait être la clé pour relancer la carrière de Mbappé au Real Madrid. Depuis qu'il a quitté le Paris-Saint-Germain pour rejoindre le club du Real Madrid, Kylian Mbappé rencontre quelques difficultés dans sa carrière. Mercredi dernier, le footballeur professionnel a raté un penalty important et n'a pas réussi à égaliser le score face à Liverpool. Une défaite (2-0) qui a laissé un goût amer.

"Je le trouve perdu sur le terrain. Un grand champion doit renaître de ses cendres, systématiquement. C'est cela qui fera de Kylian un grand champion", a souligné Michel Platini, l'ancien président de l'UEFA, dans les colonnes de L'Équipe.

Pour redonner confiance à l'attaquant, le club castillan a décidé de faire appel à un grand nom du football... Zinedine Zidane. Entre 2001 et 2006, l'ex-star des Bleus s'est trouvé à la place de Kylian Mbappé, avant d'entraîner le club durant quatre saisons, de 2016 à 2021. Il faut dire que l'ancien entraîneur du Real Madrid sait comment s'y prendre, que ce soit sur le terrain ou en dehors. Alors, une question se pose : Zinedine Zidane arrivera-t-il à "débloquent Mbappé" ?

Depuis le début de la saison, l'attaquant n'a pas encore réussi à briller sur le gazon, et ses performances sont en demi-teinte. Zinedine Zidane est aujourd'hui "l'une des figures ayant le plus d'influence sur Kylian Mbappé et le principal artisan de son arrivée chez les Merengues", toujours selon L'Équipe. "Zidane entretient avec l'attaquant une relation similaire à celle qu'il avait nouée avec Karim Benzema, qui s'était appuyé sur le Marseillais lors des périodes difficiles, notamment sous l'ère Mourinho", ont-ils ajouté. Il ne faut pas non plus oublier que Zinedine Zina a lui-même eu des débuts difficiles lors de son arrivée au Real Madrid, juste après avoir joué pour la Juventus Turin. Nul doute que Kylian Mbappé saura reprendre du poil de la bête !

ZIDANE AVAIT FAILLI ARRÊTER LE FOOTBALL

"Président, j'ai une chose importante à vous dire. J'ai décidé d'arrêter le football, de mettre définitivement un terme à ma carrière." Nous sommes à l'été 2001 et Zinedine Zidane a le blues. Alors que le Real Madrid vient de sortir un chèque à 75 millions d'euros pour l'arracher à la Juventus, et en faire à 29 ans le joueur le



plus cher de la planète, le champion du monde n'en peut plus. Trop de pression, trop de contraintes, trop d'attentes. La tranquillité de sa vie à Turin lui manque et sa décision est prise. Le football, c'est fini. Comme le raconte le journaliste Fred Hermel dans son livre "Zidane" paru en 2019, il prévient Florentino Pérez avec ces mots : "Je n'en peux plus. Je suis désolé." L'histoire aurait pu s'arrêter là. Mais le boss du Real en a vu

d'autres et n'est pas du genre à disjoncter à la moindre contrariété. Son argumentaire est tellement convaincant qu'il dissuade son nouveau "Galactique" de ranger ses crampons et de se ressaisir. Quelques mois plus tard, par une fraîche soirée de mai écossaise, Zizou choisira le Hampden Park de Glasgow pour inscrire ce qu'il décrit de son propre aveu comme le plus beau but de sa carrière. Une merveille du gauche, son mau-

vais pied de surcroît, pour convertir une chandelle de Roberto Carlos, éteindre le Bayer Leverkusen et offrir au Real une neuvième Ligue des champions. C'est peut-être à ce doux souvenir, et à la suite de l'histoire écrite par leur mythique numéro 5, que doivent aujourd'hui se raccrocher les supporters merengues. En espérant, deux décennies plus tard, un destin similaire pour Kylian Mbappé.

LIVERPOOL

Ibrahima Konaté s'illustre mais se blesse

Ascenseur émotionnel pour Ibrahima Konaté. Impérial mercredi lors de la victoire de Liverpool face au Real Madrid (2-0), en Ligue des champions, l'international français (25 ans) s'est malheureusement blessé dans les dernières minutes. S'il a tenu sa place jusqu'au bout à Anfield, il souffre d'une blessure au genou droit et sera éloigné des terrains pendant plusieurs semaines. "Tellement frustré d'avoir contracté cette blessure à la fin d'un grand match

mercredi soir. Maintenant, nous commençons le processus de récupération, mais je promets une chose, c'est de revenir et d'être une fois de plus le meilleur possible.

Merci pour votre extraordinaire soutien", a-t-il écrit ce vendredi sur Instagram. En commentaires, plusieurs coéquipiers lui ont apporté leur soutien, à l'image de Conor Bradley, Curtis Jones et Harvey Elliott. D'après les premiers échos de la presse anglaise, dont le

média DaveOCKOP, son absence est estimée entre cinq et six semaines. Il ne devrait donc pas rejouer avant 2025 et manquera plusieurs chocs de Premier League dont la réception de Manchester City ce dimanche (17h), le derby contre Everton (7 décembre) ou encore le déplacement à Tottenham (22 décembre).

Il ratera également la rencontre face à Gérone en Ligue des champions (10 décembre), une compétition où les Reds

ont jusqu'à présent réalisé un sans faute avec 15 points pris lors des cinq premières journées. Moins utilisé par Jürgen Klopp en fin de saison dernière, et cantonné cet été au banc de touche lors de l'Euro, Konaté a retrouvé une place de titulaire indiscutable avec Arne Slot à Liverpool, mais aussi en sélection. Didier Deschamps lui a même confié le brassard de capitaine lors de la récente victoire en Italie (3-1), en Ligue des nations.

BAYERN MUNICH

Davies arrêté en état d'ivresse

C'est en plein centre de Munich qu'Alphonso Davies (24 ans) a eu des ennuis avec la police. Trois jours après la victoire du Bayern Munich face au Paris Saint-Germain (1-0), soit dans la nuit de jeudi à vendredi aux alentours de 2h15, l'explosif latéral gauche a été arrêté au volant d'une Lamborghini Urus noire par les forces de l'ordre, a annoncé vendredi Bild. C'est en discutant avec l'international canadien que les policiers ont senti une forte odeur d'alcool. Après l'avoir directement emmené au poste afin de réaliser un test d'alcoolémie, le Munichois a été évalué à 0.6 g/l de sang (la limite légale étant fixée à 0.5 pour les conducteurs expérimentés), précise le média allemand, ce qui constitue une infraction et non un délit (la sanction pénale commence à 0.8 g/l). Si le Bayern Munich s'est, pour l'heure, abstenu de commenter cette affaire, Davies risque une amende de

500 euros et un mois de suspension de permis. Inapte à reprendre le volant, c'est un ami du gaucher qui a conduit la voiture de luxe, même si quelques heures plus tard, le joueur de 24 ans a pu s'entraîner normalement, arrivant avec le véhicule du sponsor officiel du club. Avant cette triste affaire, l'international canadien avait fait parler de lui, pour sa potentielle signature au Real Madrid. Au milieu de mois, le quotidien madrilène Marca annonçait un accord entre les deux parties pour une arrivée libre en juin prochain.

Pour sceller cette signature, le club merengue aurait l'intention de signer un pré-contrat le 2 janvier 2025 afin de matérialiser leurs discussions de manière écrite. Également suivi par Barcelone et Manchester United, Davies aurait donc préféré le club de la capitale, qui traverse actuellement une période plutôt délicate.

O LYON

Aulas règle ses comptes avec Le Graët

Jean-Michel Aulas n'a pas du tout apprécié ce qu'il a vu dans la presse début novembre. Et il a tenu à le faire savoir. Presque un mois après une interview dans laquelle Noël Le Graët dénigrait Philippe Diallo, son successeur à la tête de la Fédération française de football (FFF), l'ancien patron de l'OL a tenu à répondre aux propos du dirigeant breton.

Le 5 novembre, dans les colonnes de Ouest-France, Le Graët avait notamment assuré qu'il «n'aurait jamais dû le (Philippe Diallo, NDLR) mettre président». «J'ai récemment dit qu'il avait gagné à l'Euro-millions, parce qu'il a été viré du syndicat des clubs. Je le prends ensuite comme trésorier car j'ai un poste de libre, puis vice-président car j'ai encore un poste de libre. Il ne lui restait plus qu'un petit escalier à prendre. Et je ne suis pas certain qu'il m'avait bien défendu à l'époque», avait estimé l'ex-président de la FFF.

«Tout d'abord, je considère que Philippe a eu un parcours exemplaire depuis qu'il

est arrivé», lui a répondu Jean-Michel Aulas auprès de Ouest-France, ce vendredi. «Des choses sont complètement erronées. C'était normal que je puisse témoigner d'une reconnaissance professionnelle envers Philippe.

Il a défendu bec et ongles le monde amateur dans la redistribution des dotations de la Coupe de France. J'entends aussi parler de problèmes informatiques, mais cela provient de l'avant et pas de la présidence de Philippe. Je viens pour rectifier des choses dites qui sont inexactes.»

Numéro deux sur la liste de Philippe Diallo à la présidence de la FFF (vote le 10 et 11 décembre, résultat le 14 décembre), Jean-Michel Aulas avait lui aussi été attaqué par Noël Le Graët, qui considérait qu'Aulas «ne peut pas être numéro 2» et «qu'il allait essayer de bouffer Diallo quand il le pourrait». «Je ne suis pas à côté mais derrière Philippe, avec la volonté ferme de rester à ma place car le projet est important», a tranché Jean-Michel Aulas. Le message est passé.

Mots Croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H
1								
2								
3								
4		■					■	
5				■				■
6			■					
7					■			
8				■				
9		■						
10				■				
11					■			
12				■				

- HORizontalement**
- A. Il exprime toute notre gratitude.
 - B. Variété de pomme (d'). Bénédiction avec urbi. Elle s'enfonce dans les côtes.
 - C. Aérien la terre. Anneau pour un aviron.
 - D. Jeune mais déjà têtue. Il domine dans le Jura. Pour la Sainte Vierge.
 - E. Base de la farine. Pouffe.
 - F. Élevée dans un parc. Pieu très pointu.
 - G. D'un auxiliaire. Exploitant d'un navire.
 - H. Qui ne fait pas partie d'un monde imaginaire. Elle tient chaud la nuit.

- VERTICALEMENT**
- 1. Dire et redire.
 - 2. Telle une affaire difficile à mener.
 - 3. Un tout petit groupe dans un grand groupe.
 - 4. Château pour Diane.
 - 5. Il bat une dame. Joli perroquet.
 - 6. Le chrome en bref. Employé de notaire.
 - 7. Ancien Espagnol. Mémoire de disque.
 - 8. Pays de l'Union. Ville au pied des Pyrénées.
 - 9. Couche sédimentaire.
 - 10. Temps sans commune mesure. Terre antillaise.
 - 11. Contre-disant. Vieille note.
 - 12. Abri de toile. Bœuf préhistorique.

LES MOTS FLÉCHÉS

CIRCONFÉRENCES	RADAR DES FONDS	ASTRE NOCTURNE	ESPAGNOL D'AUTRE-FOIS	CADEAU À DIANE	EFFACÉE PETIT À PETIT
ÉCHU PAR DROIT	UN VRAI POISON !	LAIT ENFANTIN	IL RÉDUIT LE COÛT DE L'ASSURANCE	PRÉNOM MASCULIN	NORMALISER
ABNÉGATION			COEFFICIENT DE MATHS		
DERNIER MATCH					
MYOPE			IL RAPPORTE DIX POINTS À LA BELOTE		UNE BANDE À LA RADIO
BIEN MAL PRONONCÉ					OPUS ABRÉGÉ
					ANCIENNE COLÈRE
NOUVEAU CHEF DU PERSONNEL	DE VILLE, IL NE PROPOSE PAS DE CHAMBRES				
					PRONOM RÉFLÉCHI
					MOT À MOITIÉ
AXES OPPOSÉS					
CÔTÉ D'UN LEVER					CHAMP OÙ BROUENT LES VACHES
		C'EST L'OCCASION... OU JAMAIS	CORTÈGE DE MARIAGE	BARRAGES CONTRE LES VAGUES	SAPEUR-POMPIER
		NETTOYAI	FILS D'UN PROCHE	FIN	TYPE DE SOCIÉTÉ
BRIQUET DE TABLEAU DE BORD	AMASSER UN PÉCULE				
	IL COULE DU PIS				
		GAIN			
S'ESCLAFFE BÉTEMENT	COBALT AU LABO				
				DÉTÉRMINANT DÉMONSTRATIF	
COUVERTURES DE MAISONS					




SUDOKU

				1	4	8		
						9		
	2	4	5	6	8	7		
1	5	8						3
			7		1			
3						4	1	2
		5	8	9	7	1	4	
		6						
		9	2	5				

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

AMBROISIE AUSCULTER BLAFARD EGLISE EPARGNE FEBRILE FISC FLEURISTE GIRL
ILLUSOIRE INDIVIDU INSCRIRE ISOLANT JEEP KINESISTE KRACK MISCIBLE PETROLE
PINEDE REVANCHE TRAC VOEU VOYELLE ZONAGE

C	S	I	F	V	V	Z	K	A	R	K	A
E	D	N	L	E	O	F	O	E	I	M	T
H	R	D	E	L	E	Y	T	N	B	N	E
C	A	I	U	B	U	L	E	R	A	P	E
N	F	V	R	I	U	S	O	L	A	G	D
A	A	I	I	C	I	I	O	R	L	C	E
V	L	D	S	S	S	S	G	I	T	E	N
E	B	U	T	I	I	N	S	G	R	E	I
R	A	E	E	M	E	E	I	J	E	E	P

8E IFCA

Hommage à la résilience des artistes-plasticiens palestiniens

Un hommage appuyé aux artistes plasticiens palestiniens a été rendu, jeudi dernier, au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria à Alger, par le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, lors d'une rencontre sur le thème de «l'art de la résistance palestinienne» programmée dans le cadre du 8e Festival international de l'Art contemporain (IFCA) qui reçoit, la Palestine en Invité d'honneur.

Organisé au stand de la Palestine, les artistes palestiniens, Tayseer Barakat, Bashar Khalef, Rafat Asad, Saher Nassar, et Bashar Alhroub, ont d'abord exprimé leurs «vifs remerciements» à l'Algérie pour le «soutien permanent et indéfectible» apporté depuis toujours à la cause palestinienne, avant de faire part de leurs expériences artistiques respectives à pratiquer leur art «dans des conditions à hauts risques et au péril de leurs vies», car constituants des cibles pour l'armée terroriste sioniste, au regard de tout le travail de promotion et de dénonciation auquel ils se sont toujours attelés. Présents avec d'autres de leurs confrères-compatriotes, les artistes plasticiens palestiniens réitérent à travers leurs œuvres exposées à ce 8e IFCA, la question de la résilience palestinienne, à travers des toiles qui rappellent les crimes de guerre, contre l'humanité, les génocides et les massacres incessants, lâchement perpétrés depuis le 7 octobre 2023 à ce jour, par l'armée



coloniale sioniste. En présence de plusieurs artistes peintres et professionnels du domaine en lien avec le marché de l'art dans les cinq continents, les plasticiens palestiniens se sont vus remettre une distinction honorifique par le ministre de la Culture et des Arts, sous les applaudissements d'un public averti de connaisseurs, convié à cette cérémonie. D'autres artistes algériens de la diaspora, ou établis en Algérie, ainsi que des

plasticiens étrangers, participants au 8e IFCA, ont également été distingués par M. Ballalou, à l'instar de, Adnane Abderrahmane Ahmed (Bahrein), Alaeddine Mohamed (Irak), Abdellah Alawadi (Koweït), les algériens, Yasser Amer, Zohra Sellal Hachid, Ali Boukhalfa, Amar Briki, Mehdi Hachid, Kenza Bourenane et Halim Selami, Mohamed Binlamine (Libye), Katarina Balunova (Slovaquie), Zeyneb Chiaa (Mauritanie), Joan Marie

Kelly (Irlande), Mohamed Al Masery (Egypte), Shahida Ahmed (Royaume Uni) et Leila Shili (Tunisie).

Dédié à l'art contemporain sous le slogan de, «Pour un nouvel héritage», le 8e IFCA, qui revient après plusieurs années d'interruption, reçoit jusqu'au 7 décembre prochain, 70 artistes de 39 pays issus des cinq continents qui exposent 145 toiles conçues dans différents courants artistiques. **Avec APS**

LE MINISTRE BALLALOU LE SOULIGNE DANS SON DISCOURS INAUGURAL :

Nécessité de réaliser un véritable «renouveau artistique»

Le Palais de la culture d'Alger a vibré au rythme de l'ouverture du 8^e Festival international des arts contemporains, un événement artistique d'envergure réunissant 39 pays venus des cinq continents.

Cette exposition se veut un miroir de la diversité culturelle mondiale et un carrefour pour la réflexion sur l'évolution de l'art à l'échelle internationale, tout en offrant une plateforme d'échange entre artistes, penseurs et spectateurs. Dans son discours inaugural, le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, a mis en lumière l'importance de l'art en tant que «vecteur de mémoire et d'identité», soulignant «le rôle clé de ce festival

pour la mise en avant du rayonnement culturel de l'Algérie». Il a rappelé les ambitions renouvelées de cette édition, visant à «inscrire le festival comme un événement majeur de portée mondiale». Le ministre a ainsi insisté sur «la nécessité de promouvoir une économie des arts, de stimuler l'investissement culturel et de renforcer les liens entre la culture et l'économie».

Cette édition, marquée par la présence de l'Etat de Palestine en tant qu'invité d'honneur, reflète aussi un engagement fort en faveur des valeurs de paix, de résistance et de solidarité humaine. Dans une déclaration aux différents médias, le ministre de la Culture et des Arts a

adressé un salut particulier à tous les artistes palestiniens, ainsi qu'aux hommes et femmes de Palestine qui luttent pour leur liberté. Il a souligné que cette édition du festival constitue «une grande opportunité pour réaliser un véritable renouveau artistique et favoriser les échanges culturels et artistiques entre les pays participants». Cet événement est, en outre, «une occasion précieuse pour soutenir les jeunes artistes algériens en les ouvrant à l'héritage artistique mondial», a-t-il ajouté. Lors de l'inauguration, le ministre a révélé qu'un projet de loi sur la coopérative artistique sera «bientôt publié, permettant aux artistes de créer des institutions cultu-

relles lucratives, générant ainsi de la richesse et un marché artistique dans le pays». L'exposition présente un éventail d'œuvres d'artistes aussi bien nationaux qu'internationaux. Le Bahreïni Adnan Abderrahmane Ahmed expose une série de toiles, dont «Princess of My Stories», et l'artiste algérien Yasser Ameer dévoile son tableau percutant «Do Not Feed the Peace», une œuvre symbolique qui interroge le rôle de la paix dans les conflits contemporains. L'artiste indien Yusuf Bhopal propose sa série «Line is Life», où il explore les lignes comme métaphores de l'existence humaine, tandis qu'Ali Boukhalfa, autre talent algérien, présente «Equitation», une série vibrante qui célèbre la tradition équestre à travers des compositions dynamiques. Sous le slogan «Pour un héritage nouveau», cette 8^e édition invite à repenser l'héritage culturel dans un monde en perpétuelle transformation. Le festival souligne l'importance des arts visuels pour la préservation des identités locales et leur rôle essentiel dans la promotion du développement durable et de la diversité culturelle. A travers cette réflexion, il cherche à créer un héritage culturel enrichi par un équilibre entre tradition et modernité, mettant en avant les artistes comme gardiens du patrimoine et acteurs de l'enrichissement des sociétés contemporaines. Le festival, selon les organisateurs, ambitionne ainsi de contribuer à la construction d'un patrimoine vivant, ancré dans des valeurs universelles, et de promouvoir le dialogue interculturel par des créations artistiques uniques.

Dar Essanâa», un nouvel espace culturel dédié aux arts et l'artisanat à Alger

«Dar Essanâa», un nouvel espace culturel dédié à la promotion des arts et de l'artisanat, a été inauguré mercredi soir à Alger au Centre des arts et de la culture, palais des Raïs (Bastion 23). Abrisé au sein de la «Maison 15» de cet édifice culturel et monument historique de grande valeur, «Dar Essanâa» (Maison de l'artisanat), comprend plusieurs espaces dont une salle pour la calligraphie, ateliers pour les arts plastiques et l'artisanat, en plus d'une bibliothèque proposant des ouvrages sur la culture et le patrimoine. La directrice du Centre des arts et de la culture du Palais des Raïs, Faiza Riyache, a souligné lors d'une visite dans les différentes salles (douirette) abritant ces espaces que «Dar Essanâa vise à pro-

mouvoir le patrimoine algérien à travers les arts et l'artisanat, qui incarnent l'authenticité de la société». «Dar Essanâa s'inscrit dans la «continuité de la stratégie visant à exploiter les espaces du Palais et permettre au public de découvrir le riche patrimoine culturel algérien», a-t-elle mentionné. Le tarif d'accès à «Dar Essanâa» est fixé à 200 DA pour les adultes et 100 DA pour les étudiants, selon la responsable de cet établissement culturel, précisant que l'accès est gratuit pour les moins de 16 ans et plus de 60 ans. Présente à l'inauguration, la Directrice de la Conservation et de la Restauration du patrimoine culturel au ministère de la Culture et des Arts, Nabila Cherchali, a salué l'initiative d'ouvrir

cet espace culturel qui, a-t-elle estimé, constitue une «valeur ajoutée sur les plans social, patrimonial et économique». «Dar Essanâa- qu'abrite un monument historique de grande valeur patrimoniale-, devra permettre, selon elle, de «s'ouvrir davantage sur le public» dans ses différentes catégories et le «sensibiliser à la préservation du patrimoine». Cet espace devra également contribuer à la valorisation des «métiers anciens» en relation avec le patrimoine algérien, a-t-elle ajouté. Pour rappel, le Centre des arts et de la culture avait inauguré en octobre 2023 deux autres espaces culturels destinés aux écrivains et aux acteurs de la scène culturelle, ainsi qu'aux enfants.

16



● Alger 33°
● Ouargla 39°
● Oran 29°
● Constantine 30°

FADJR 04:47	DOHR 12:31	ASR 15:25	MAGHREB 17:50	ISHA 19:15
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

DÉCÈS DU JOURNALISTE MOHAMED SALAH

Le journaliste Mohamed Salah est décédé, hier, à l'âge de 81 ans, a-t-on appris du quotidien El Djoumhouria où il avait exercé. Le regretté Mohamed Salah, qui a occupé le poste de rédacteur en chef au sein de ce journal public édité à Oran, de 1980 à 1997, est considéré par la corporation médiatique comme une figure de proue de la presse algérienne.

Retraité depuis 1997, Mohamed Salah avait entamé une carrière journalistique dès 1970 et a également contribué, aux côtés de la première génération du journal El Djoumhouria, à encadrer et former de nombreux journalistes, a-t-on souligné de même source. La dépouille du défunt sera inhumée demain (dimanche) au cimetière d'Aïn El Beïda, à Oran.



A BLIDA

SAISIE DE PLUS DE 127 KG DE COCAÏNE ET 306 KG DE KIF TRAITÉ DEPUIS DÉBUT 2024

Une quantité de plus de 127 kg de cocaïne et 306 kg de kif traité a été saisie par les équipes opérationnelles de la Direction régionale des douanes de Blida, de janvier dernier à novembre courant, a-t-on appris samedi, auprès de la Direction régionale des douanes. Entre le 1er janvier 2024 et le 27 novembre courant, les équipes opérationnelles du territoire de compétence de la Direction régionale des douanes couvrant les wilayas de Blida, Médéa, Tipasa et plusieurs daïras d'Alger, ont réalisé huit (8) grandes opérations ayant abouti à la saisie de 127,52 kg de cocaïne et 306,2 kg de kif traité, en plus de 34.200 comprimés psychotropes, a souligné la même source. Réalisées en coordination avec différents services de sécurité, ces opérations ont également donné lieu à l'arrestation de 22 personnes et la saisie de 14 moyens de transport, a précisé la même source, notant que le montant total de l'amende due sur ces saisies est de plus de 400 millions de DA

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

9 MORTS ET 359 BLESSÉS EN 48 HEURES

Neuf (09) personnes sont décédées et 359 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 48 heures à travers le pays, indique samedi un bilan de la Protection civile. Les accidents les plus mortels ont été enregistrés à travers les wilayas de Blida, Bejaïa, Mostaganem, Relizane, Timimoune, Bechar, El Taref, Ouargla et Tindouf, précise la même source. A noter également, l'intervention des éléments de la Protection civile pour prodiguer des soins de première urgence à 10 personnes incommodées par le monoxyde de carbone CO, émanant des appareils de chauffage et chauffe bains à l'intérieur de leurs domiciles à travers les wilayas de Médéa, Blida et Sétif. Aussi, la Protection civile est intervenue pour l'extinction de 3 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Alger, Tizi Ouzou et Djelfa.

DANS TOUTES LES MOSQUÉES DU PAYS

ACCOMPLISSEMENT DE SALAT EL-ISTISQA

Salat El-Istisqa a été accomplie, hier dans toutes les mosquées du pays, en raison du retard dans l'arrivée des pluies saisonnières. Les imams ont souligné, dans leurs prêches, l'importance de remercier Allah pour ses bienfaits, de lui rendre adoration et d'intensifier les invocations afin d'apporter la pluie et préserver la paix et la sécurité qui règnent dans le pays.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 1^{ER} DÉCEMBRE 2024 // N°958 // PRIX 20 DA

L'OMS DÉCRIT UNE SITUATION « CATASTROPHIQUE » À GHAZA

Elle alerte sur les pénuries

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) met en garde contre de graves pénuries de médicaments, de nourriture, d'abris et de carburant dans la bande de Ghaza, en particulier dans le nord, décrivant une situation "catastrophique" sur le terrain.

Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a rappelé que lorsque l'agression israélienne contre Ghaza a éclaté il y a plus d'un an, le 7 octobre 2023, presque toutes les personnes déplacées par le conflit s'étaient réfugiées dans des bâtiments publics ou dans leur famille. « Maintenant, 90 pour cent vivent dans des tentes », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse au siège de l'OMS à Genève. « Cela les rend vulnérables aux maladies respiratoires et autres, (tandis que) le froid, la pluie et les inonda-



tions devraient aggraver l'insécurité alimentaire et la malnutrition. » La situation est particulièrement désastreuse dans le nord de la région sous blocus israélien, où la famine menace

selon une évaluation commanditée par l'ONU ce mois-ci. L'OMS et ses partenaires ont conduit cette semaine une mission de trois jours dans le nord, visitant plus d'une douzaine d'établissements de santé.

Tedros a indiqué que son équipe avait vu « un grand nombre de patients traumatisés et un nombre croissant de patients atteints de maladies chroniques exigeant un traitement ». « Il y a une pénurie critique de médicaments essentiels », a-t-il déploré. L'OMS « fait tout ce qu'elle peut (...) pour fournir des services de santé et apporter du matériel », a-t-il ajouté. Rik Peeperkorn, le représentant de l'OMS dans les Territoires palestiniens, dit espérer qu'une mission prévue samedi pourra se rendre dans les deux seuls hôpitaux encore en fonctionnement, même « minimal », dans le nord: Kamal Adwan et Al Awda. « Ils ont besoin de tout », a insisté le responsable. Les hôpitaux manquent en particulier de carburant. Or, « sans carburant, il n'y a pas du tout d'opérations humanitaires ».

UN RÉSEAU SPÉCIALISÉ DANS LE TRAFIC DE MIGRANTS MAROCAINS DÉMANTELÉ À TLEMCCEN

Les agents de la sûreté de wilaya de Tlemcen sont parvenus à neutraliser un réseau spécialisé dans le trafic d'immigrés marocains. Selon un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya, cette opération, menée par les membres de la brigade de lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains de la police judiciaire à la sûreté de wilaya de Tlemcen, est le résultat d'enquêtes approfondies qui a révélé l'existence d'un réseau international dont le cerveau se trouve au Maroc. L'intéressé projette et reçoit de l'argent des migrants pour quitter le Maroc pour l'Algérie vers la frontière occidentale du pays. De là vers les pays européens via des bateaux préparés à cet effet. Ces investigations ont permis l'arrestation de 18 membres de ce réseau, dont 15 personnes de nationalité marocaine. L'intéressé a commis divers délits sur le territoire national, notamment des délits liés à la traite des êtres humains. Les personnes arrêtées ont été déférées devant les autorités judiciaires compétentes pour le délit de trafic illicite de migrants dans le cadre d'un groupe criminel organisé transnational.

E-PAIEMENT

Près de 42.000 transactions par mois dans les stations-service Naftal

La Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers "Naftal" enregistre mensuellement environ 42.000 transactions par TPE (Terminal de paiement électronique) au niveau de ses stations-service et ambitionne d'augmenter ce nombre à travers plusieurs mesures qui seront mises en place prochainement, a indiqué un responsable de cette entreprise publique. "Le nombre des paiements électroniques au niveau des stations-service Naftal a atteint près de 42.000 transactions par mois via cartes CIB et Edahabia", a déclaré à l'APS le directeur de l'E-paiement à Naftal, Adel Ioualalen, soulignant que l'entreprise a réussi, dans le cadre de la convention signée avec la BEA en 2022, à assurer ce service dans toutes ses stations-service, ses centres de conversion Sirghaz (GPL/c), ses centres lubrifiants et pneumatiques et ses showrooms. Dans le même sillage, il a souligné l'importance de la signature, le 29 octobre dernier, de l'avenant à la convention de partenariat entre Naftal et la BEA,

visant à encourager les stations-service qui opèrent sous la bannière de Naftal (237 stations en gestion libre et 1.538 points de vente agréés) à offrir à leurs clients les services de l'e-paiement, en les équipant de TPE sous condition qu'elles détiennent un compte bancaire BEA. Naftal compte aussi profiter du système de l'e-paiement instantané, ainsi que du système de paiement par QR Code lorsqu'ils seront lancés, selon le même responsable notant que ces systèmes contribueront à augmenter sensiblement le nombre de transactions dans les stations-service. En outre, Naftal prévoit de lancer un programme de fidélité pour inciter ses clients à utiliser l'e-paiement dans les stations-service, a indiqué M. Ioualalen précisant que les clients accumulent, dans le cadre de ce programme, un certain nombre de points pour chaque transaction, ce qui leur permet de recevoir un cadeau ou un service gratuit tel qu'un lavage de voiture, ajoutant que ce projet est en phase de "maturation". Ces mesures, estime-t-il, devront contri-

buer à augmenter le nombre de transactions électroniques dans les stations-service, jugé "modeste" par rapport au grand nombre de cartes de paiement (environ 17 millions de cartes CIB/Edahabia). Quant aux opérations via les cartes prépayées (Naftal Card) destinées aux entreprises, M. Ioualalen a fait savoir que durant les dix premiers mois de 2024, la société a enregistré plus de 9,7 millions de transactions. Le nombre de clients du service "Naftal Card", lancé en 2017, a atteint 19.000 clients, selon M. Ioualalen soulignant que ce service a réussi à remplacer à 95 % le bon de carburant, et que des efforts sont en cours pour généraliser le service aux entreprises et organismes restants. Pour ce faire, Naftal a mis en place les équipements nécessaires compatibles avec "Naftal Card" au niveau de toutes ses stations-service et 85% des stations-service qui opèrent sous le logo de Naftal (gérées par des privés), ce qui représente un total de 1.980 stations-service, a déclaré M. Ioualalen.

R.E

